

PROVINCIALE

Ente

D'Errico

656

MATERA

L. STIGLIANI

BIBLIOTECA

427889

LE CRÉDIT

ET LA

BANQUE INTERNATIONALE

PAR

ASCANIO BRANCA



PARIS

GUILLAUMIN ET C^e, ÉDITEURS

RUE RICHELIEU, 14

1867

Tous droits réservés

PRÉFACE

J'ai écrit cette brochure pour répondre à une question que M. le comte Mamiani della Rovere, ancien ministre d'Italie en Suisse, m'avait posée. J'aurais pu facilement obtenir de M. Mamiani la permission de lui dédier mon travail ; mais j'ai pensé que mettre un livre sous le patronage d'un nom illustre signifie presque toujours qu'on veut se ménager des protections officielles. Et puis, je ne suis pas sûr que les idées que je vais exposer, mes principes, et la vivacité de certaines expressions, puissent agréer à un vieux diplomate. Fils du peuple, j'écris pour le peuple, et mon unique souhait, s'il m'était possible d'en formuler un, ce serait d'avoir pu proposer quelque chose utile à mes semblables. Quel que soit d'ailleurs l'accueil que le public fera à mon livre, je devais cette déclaration à M. Mamiani, afin qu'il sache que je me suis souvenu et que je me souviendrai très-souvent de lui.

PRÉFACE

J'ai écrit cette préface pour répondre à une question que me le comte Mamiani della Rovere, ancien ministre d'Italie en Suisse, m'avait posée. L'honneur qu'il m'a fait en obtenant de M. Mamiani la permission de lui dédier mon travail ; mais j'ai voulu que les maîtres en l'art, sous le patronage d'un nom illustre, signifie presque toujours du bon vent, ne m'ont pas fait perdre de vue les idées que je vais exposer, et la portée de certaines expressions. J'ai voulu aussi, à un vif et diplomatique, du peuple, j'écris pour le peuple, et mon unique ambition, s'il m'est possible d'en formuler une, ce serait d'avoir pu proposer quelque chose d'utile à mes contemporains. Quel que soit d'ailleurs l'accueil que le public fera à mon livre, je devais cette déclaration à M. Mamiani, afin qu'il sache que je n'ai rien écrit et que je ne souviendrais pas souvent de lui.



LE CRÉDIT

ET

LA BANQUE INTERNATIONALE

Au moment où l'Exposition universelle a rassemblé à Paris tout ce qu'il y a de plus merveilleux dans l'industrie humaine, et étale dans toute sa splendeur la puissance du travail, il ne sera peut-être pas inutile d'appeler l'attention des amis du progrès sur une question économique de la plus haute importance.

Depuis un siècle l'étude de l'économie politique a immensément contribué aux progrès de la civilisation. On a beau se moquer de la science économique, les esprits sceptiques de la vieille diplomatie peuvent bien la renier à leur aise, à présent les économistes peuvent à leur tour répéter le mot célèbre de Galilée : « Pourtant elle tourne. » C'est en vain.

Il y a à peine un siècle que le D^r Quesnay proclamait la maxime du laissez faire, laissez passer,

que les économistes italiens d'alors essayaient de soumettre les impôts, les lois et l'administration de l'État à des règles scientifiques et que Adam Smith découvrait les lois de la division du travail et de l'échange, et voilà que la réalité a dépassé les rêves d'autrefois, et peut-être même les splendeurs d'aujourd'hui pourront paraître une ébauche timide à notre heureuse postérité. En effet, lorsqu'on envisage les progrès accomplis dans les dernières cinquante années, lorsqu'on calcule le capital immense de machines, de voies de communication et d'outillage de toutes sortes qui ont centuplé la puissance de l'homme, lorsque les théories radicales de l'école de Manchester sont devenues la pratique des États et se sont imposées même à la vieille Autriche, ne serait-il pas téméraire de vouloir rétrécir les progrès de l'esprit humain dans des limites tracées d'avance?

Les écoles socialistes ont échoué, et cependant chaque jour on voit naître des institutions nouvelles, pour venir en aide à l'association du travail. Saint-Simon mourait oublié, et ses disciples, après avoir brillé d'une lueur éphémère, s'effaçaient au milieu de la raillerie universelle, et voilà que l'apothéose élevée au travail surpasse tout ce qu'avaient imaginé les utopies saint-simoniennes.

Selon les traditions de la Bible, ce fut l'élévation de la tour de Babel, ce fut la nécessité de travailler pour vivre qui dispersa le genre humain, et c'est maintenant le travail qui le réunit au Champ-de-

Mars. Quel contraste étonnant! quel sujet de méditation!

Sans partager aucune théorie brillante et fantastique, et restant retranché dans le camp du plus pur positivisme, il est facile de voir que tout dans notre époque tend à briser les entraves de l'égoïsme national, et que tous les efforts de la civilisation tendent à reconstituer l'unité de la race humaine. Il est vrai que chaque nation veut avant tout développer sa puissance particulière, et que chacune croit se dévouer exclusivement à sa propre amélioration. Mais quels moyens emploie-t-on pour atteindre ce but, si ce n'est celui d'étendre au loin les influences politiques au nom de la paix et de la civilisation, et par la voie paisible du commerce?

On ne saurait nier à la civilisation moderne ce caractère de paix et d'universalité qui lui est propre et qui forme sa force et sa gloire.

Le système politique et l'équilibre des États ne peuvent plus être contenus dans les bornes étroites de l'Europe. On sent le besoin d'embrasser le monde. La Chine, le Japon, l'Abyssinie, les contrées les plus reculées de l'Asie et de l'Afrique, un nouveau monde surgissant de la mer dans les latitudes lointaines de l'Australie, s'ouvrent à la civilisation européenne; la Russie, autrefois barbare, a compris que, pour poursuivre la réalisation de ses rêves, elle doit avant tout se civiliser davantage; tandis que la puissante démocratie des États-Unis d'Amérique marche à pas de géant et servira peut-

être, dans l'avenir, à contrebalancer les empiétements de l'autocratie moscovite. Tous ces faits, qui se sont produits en si peu de temps, ont en quelque sorte changé la face du monde.

Désormais l'équilibre européen va être remplacé par l'équilibre du monde, et toute politique de courte vue sera aussi insensée et utopiste que l'aurait été au temps de Louis XIV une politique humanitaire.

Pour s'en convaincre, il suffit de s'arrêter un instant à contempler la marche de l'humanité dans l'histoire. Au premier état de bonheur et d'innocence de nos premiers parents succède la connaissance du bien et du mal, c'est-à-dire la conscience des imperfections et des limites de notre nature. L'homme, arraché à son insouciance bienheureuse, est condamné au travail et à la douleur. Les passions développent leur force sauvage; on est envieux des progrès d'autrui, et un frère tue son frère. Les convulsions du globe, qui n'était pas encore bien affermi, détruisent le plus grand nombre des hommes vivants. Ceux qui survivent, frappés du spectacle de la nature irritée, voient naître en leurs cœurs la crainte de Dieu; ils vivent unis et en paix. Mais, à peine ont-ils éprouvé de nouveau les plaisirs et la tranquillité, qu'ils commencent à s'outrager réciproquement; ils se séparent, et chaque famille prend son chemin.

Mais le travail était bien rude, on s'y assujettissait peu volontiers; il se trouva des fainéants, des hommes violents, qui préféraient le combat et le

péril à la fatigue. Ils allaient chercher querelle à leurs voisins, et quelle que fût l'issue de la lutte, les vaincus devinrent esclaves et durent travailler pour leurs maîtres.

Si, parmi ces petits groupes toujours remuants, quelques-uns arrivèrent à maintenir leur supériorité pendant quelque temps, et surtout si les chances de la lutte tournèrent contre les fainéants, alors les anciens travailleurs, sachant mieux profiter de leurs esclaves, purent accomplir des progrès avec l'emploi utile du travail. Ils cherchèrent à se garantir avec plus de prévoyance contre les assauts des paresseux et des vagabonds: voilà le commencement des cités. Mais, comme il n'existait pas de communication immédiate entre les groupes situés à une certaine distance, chacun se développa d'une façon différente, selon les influences du climat, le caractère des individus et des circonstances particulières de toute sorte; bref, en peu de temps ils différèrent complètement pour les mœurs, les idées religieuses, la constitution sociale; et si ces gens ennemis se rencontrèrent plus tard, il n'est pas étonnant qu'ils se firent la guerre.

La guerre assumait ainsi des proportions plus vastes; il y eut un grand nombre de vaincus et par conséquent beaucoup d'esclaves. Les maîtres purent disposer d'une quantité considérable de travail; des besoins nouveaux surgirent; on aimait à se donner un peu plus de luxe; la vie grossière commença à s'effacer et la civilisation à paraître.

De grands empires se formèrent et disparurent en se fondant dans l'empire romain, le plus vaste de tous.

Mais une domination unique, étendue à tout le monde connu, élargit de même la pensée des hommes. Les philosophes grecs embrassèrent dans leur vaste intelligence tous les problèmes de la vie humaine, qu'ils examinèrent au point de vue des règles scientifiques, tandis que les jurisconsultes romains, gênés par les formules de l'ancien droit, brisèrent la vieille légalité, en se fondant sur les principes de l'équité naturelle.

Les anciennes traditions de l'unité originaire du genre humain conservées dans la race juive, renouvelées et éclairées par le spectacle social que présentait l'unité romaine et par les progrès de la philosophie grecque, furent élevées par le Christ à la conception d'une religion universelle destinée à dominer tous les temps et tous les lieux. Le principe de fraternité universelle proclamé par le Christ, tout en visant à un but plus élevé qu'une réforme sociale et en ménageant en apparence les institutions existantes, était la condamnation inévitable de l'organisation romaine. Si tous les hommes étaient frères, la domination des Césars allait devenir impossible. C'est dans ce fait que se retrouve la véritable cause de la chute de l'empire romain. Tout le progrès moral de l'esprit humain était en contradiction flagrante avec les institutions de l'empire. Les chrétiens consacraient leurs plus nobles aspirations à un ordre d'idées qui

n'avait rien de commun avec la politique; les païens, dans une ville maîtresse du monde, ne pouvaient partager les vertus des Fabrice et des Cincinnatus, ni les sentiments d'ambition et de gloire qui avaient jadis formé la grandeur de César et de Pompée. L'empire, renfermé en lui-même et sans viser à une civilisation plus vaste, manquait de tout mouvement et de tout avenir.

Lorsque, avec Constantin, le christianisme parvint au trône, la décadence de l'empire était presque achevée et déjà les barbares dominaient dans les plus hautes sphères du pouvoir. Mais le principe de la fraternité universelle, qui faillit avoir une véritable consécration sous Constantin et ses successeurs, après avoir triomphé des barbares et tenté de présenter une ébauche d'organisation sociale par la dictature pontificale du moyen âge, se montre de nos jours sous un aspect nouveau. Le principe chrétien, accueilli par la conscience du genre humain, en réhabilitant le travail, devait peu à peu renouveler la face du monde. L'esclavage n'étant plus légitime, la division du travail ne pouvait être longtemps l'effet de la violence.

Désormais ce principe, éclairé par la science et mieux compris par tous les peuples, doit servir de base à une organisation politique et sociale plus vaste et plus progressive. Cependant les hommes, toujours dominés par les passions, se querellent souvent sans but au lieu d'associer leurs efforts, et cette lutte perpétuelle constitue leur malheur à tous.

Oui ! l'homme doit être passionné, parce que sans passion les grandes choses sont impossibles. Les passions sont l'énergie même de la nature ; elles poussent l'homme à l'action et au progrès. Mais des passions qui ne sont pas éclairées par la lumière supérieure de la raison peuvent l'abaisser jusqu'au niveau de la brute. Qui peut dire ce que le monde serait devenu, si la révolution accomplie par Constantin eût été opérée par Marc-Aurèle ? Qui peut prévoir combien la marche de la civilisation sera entravée, si aujourd'hui les plus grandes nations du monde, au lieu de se réunir par une entente commune dans une politique de paix, poursuivent une politique de rivalité et se lancent dans des guerres meurtrières, et le plus souvent sans résultat. Qui peut calculer combien de capitaux seraient détruits par la fumée des batailles, combien d'améliorations seraient retardées, si l'élan de l'esprit humain était détourné des œuvres de la paix, pour suivre le tourbillon des aventures belliqueuses ? Le caractère même de la civilisation moderne ne permet plus aux gouvernements de suivre avec avantage une politique conquérante, et le véritable but de la politique de nos jours consiste à écarter les causes de dissidence et à préparer, par des voies conciliantes, les transformations inévitables. En effet, une conquête ne pouvant plus amener une absorption du peuple conquis, au bénéfice du conquérant, le vainqueur lui-même ne peut pas tirer de grands avantages de sa conquête. Bien plus, les dépenses occasionnées

par la guerre et la déperdition des forces productives seraient, presque au même degré, ressenties par le vainqueur et le vaincu, puisque la liberté des échanges tend à établir, parmi les différentes nations des intérêts communs. Si à présent un peuple veut ruiner son voisin, il travaille à sa propre ruine ; en même temps il perd un débouché considérable pour ses produits, et il se prive d'une quantité d'objets que lui fournissait l'industrie du peuple qu'il a écrasé.

On ne pourrait pas nier cette solidarité qu'ont créée à la société moderne les nouvelles conditions de l'industrie. Dans l'antiquité, au contraire, les relations pacifiques étaient très-restreintes, le droit des gens très-rigoureux, et la guerre était un moyen d'accroître la richesse et la puissance des États. Lorsque tous les petits centres furent englobés dans la cité romaine, la modération et la sagesse des vainqueurs firent maintenir l'empire pendant des siècles ; mais le travail n'ayant pas de mobile personnel, et se trouvant asservi à une classe dominante, sans qu'il fût resté nulle part aucun foyer de civilisation libre et indépendante, la société, se trouvant privée de toute force régénératrice, dut se dissoudre et périr.

La base sur laquelle se fondait la société ancienne c'était la force. Celui qui était à même de pousser au loin sa domination disposait en maître du travail de ses sujets, et il était riche. Aujourd'hui le principe du respect aux droits des individus a fait tant de progrès, qu'aucun homme ne serait assez

hardi pour le fouler impunément aux pieds. Au contraire, la maxime qui prévaut tous les jours davantage, c'est que pour être puissant, il faut être riche. Rome triomphait de Carthage dans l'antiquité, et dans les temps modernes l'or anglais fut le plus puissant moyen de guerre employé contre le premier capitaine de notre siècle. La victoire de Rome sauva l'humanité de la domination des marchands, qui est certes plus intolérable et moins généreuse que celle des gens de guerre; et aujourd'hui c'est la liberté et l'association des travailleurs du monde entier, qui doivent poser les bases d'un véritable empire universel. La richesse fondée sur la liberté et l'égalité des droits n'est autre chose que le développement des forces individuelles d'après l'impulsion de l'intérêt personnel pour aboutir à l'amélioration commune.

Mais l'égalité des droits existe-t-elle vraiment, même chez les nations les plus avancées? Combien de douleurs, de luttes et de défaillances, l'humanité ne doit-elle encore essayer pour toucher à ce point lumineux qui brille de loin et qui s'efface toujours! A chaque époque, son travail et peut-être la tâche réservée à l'avenir ne sera pas moins lourde que celle du présent.

Dans ce moment, la question du crédit international est parmi les urgentes, et sa solution pourra exercer une influence immense sur tous les problèmes économiques. Avec ce travail, que j'offre au public, j'ai tâché précisément de mettre en évidence la connexion intime qui existe entre cette

question et le progrès social; et j'ai voulu montrer que sa solution n'était pas si difficile qu'on croit généralement. Je ne sais pas si j'ai réussi; je ne me dissimule pas non plus toutes les difficultés et les objections que ma proposition pourra soulever, mais j'ai confiance dans la clarté des lumières dont s'honore notre siècle et dans les progrès qui s'accomplissent tous les jours, pour espérer sa réalisation dans un avenir peu éloigné.

II

L'analyse de l'idée de l'échange nous conduira naturellement à retracer les lois qui régissent le crédit. On a retrouvé l'origine historique des institutions de crédit dans des combinaisons imaginées pour suppléer au manque de la monnaie, ou pour en faciliter la circulation, et on s'est accoutumé à considérer le crédit comme un expédient inventé pour remplacer la monnaie comme instrument d'échange. On sait, par l'exemple célèbre de Law, les déceptions cruelles qui suivirent l'application du principe : que le crédit pouvait être un moyen facile de battre monnaie.

Des écrivains récents, M. Cieszkowski et Proudhon entre autres, ont prétendu que le crédit pourrait devenir le seul instrument des échanges, à la condition de donner aux marchandises de toute sorte une évaluation authentique, qui les ferait admettre dans la circulation avec la même

facilité que la monnaie métallique. En effet, ils ont dit que, si les autres valeurs pouvaient recevoir, au moyen d'une banque, un taux légal d'échange, on pourrait les échanger sur le marché sans l'intervention de la monnaie. Enfin, l'école des économistes, sans poser une théorie absolue, s'est bornée à regarder le crédit comme un moyen pour faciliter les échanges, sans pouvoir cependant supplanter la monnaie.

Avant que les économistes eussent étudié les phénomènes et les lois du crédit, les théologiens et les jurisconsultes s'en étaient occupés sous un autre point de vue. Le prêt gratuit fut la doctrine favorisée par l'Église au moyen âge, et elle était un reflet du principe de charité envers le prochain proclamé par le Christianisme. Selon l'opinion accueillie par les théologiens, l'argent n'était pas une valeur reproductrice, et l'intérêt qu'on payait pour une somme d'argent était prélevé sur le patrimoine du débiteur au bénéfice du créancier, sans produire aucune utilité équivalente.

Il est vrai que l'Église admettait le principe de la propriété individuelle, et il y avait inconséquence à prétendre que le propriétaire d'une somme d'argent fût le seul condamné à ne pas jouir du revenu de sa propriété. Mais, au fond, la thèse des canonistes, contradictoire au point de vue de la logique, était une application, quoique imparfaite, des principes de fraternité chrétienne aux rapports sociaux, et elle était une limitation à la propriété individuelle. Les jurisconsultes, au contraire, soutenaient

le droit de la personne à pouvoir exercer son activité dans la sphère sociale, sans autre limite que le libre consentement des parties contractantes; et se fondant sur les traditions du droit romain, ils légitimaient la contrainte par corps. En somme, l'Église se préoccupait de l'équité sociale, et les jurisconsultes de l'indépendance personnelle. L'Église voulait maintenir autant que possible une certaine communauté économique pour atténuer dans le cœur des hommes la convoitise des richesses; les jurisconsultes, au contraire, soutenaient les droits de la personne et la liberté des contrats, pour garantir l'indépendance de l'individu vis-à-vis de la société, et pour donner plus d'impulsion au travail, plus d'énergie au mouvement social.

C'étaient là deux exigences également légitimes; il fallait un état social où les intérêts individuels pouvaient s'harmoniser avec l'intérêt social, pour les satisfaire toutes les deux à la fois. Dans ce cas, le crédit aurait tout autant profité aux créanciers qu'aux débiteurs. Ce problème, posé depuis si longtemps, attend encore sa solution, et il l'attendra probablement jusqu'au moment où les antinomies économiques seront disparues.

Les économistes, sans regarder le problème du crédit dans sa connexion avec les rapports sociaux, l'ont rétréci. Ils se sont bornés à étudier le crédit dans son application à l'industrie et aux finances des États, et ils en sont restés là sans vouloir s'en enquérir davantage.

Ils ont étudié avec beaucoup d'attention le mé-

canisme et le progrès du crédit, tel qu'on a pu les vérifier dans la pratique des affaires, et ils ont très-bien analysé chaque phénomène en particulier. Mais en faisant une trop large part à la routine, le plus grand nombre des économistes n'ont fait que recueillir et classer les lois particulières à chaque fait, sans s'élever à aucune conception synthétique. Des banquiers de génie ont imaginé de nouvelles combinaisons de crédit, et les économistes ont enregistré ces innovations, après qu'elles ont été consacrées par l'usage, sans y ajouter grand'chose.

Le plus souvent encore, ils ont dédaigné toute théorie qui s'éloignait des idées communément admises, et cependant, dans les systèmes regardés comme les plus hasardés, combien n'y a-t-il pas d'aperçus féconds et d'une application pratique, et que l'avenir réalisera sans doute? Il suffit de s'arrêter un instant à examiner les différentes opinions sur le crédit dont nous venons de parler, pour apercevoir tout de suite les erreurs auxquelles peut donner lieu l'esprit de système.

Le système de Law se résume en ceci, qu'on doit considérer la facilité de la circulation comme le véritable moyen de produire la richesse, et que la valeur de la monnaie comme instrument d'échange est de pure convention; de sorte que plus on augmente la rapidité de la circulation avec des signes fictifs, et plus on augmente la masse des richesses. Le crédit doit précisément réaliser cette hypothèse, et multipliant la circulation à l'infini,

il vient à créer des richesses nouvelles. Il s'ensuit de conséquence, que les signes du crédit exprimeront de véritables valeurs aussi bien que la monnaie elle-même.

L'idée avancée par M. Cieszkowski et accueillie par Proudhon est fondée sur le principe que toutes les marchandises, denrées, fonds de terre, machines, etc...., ont une certaine valeur intrinsèque qui ne peut s'échanger sur le marché, faute d'un étalon commun et généralement adopté. Si l'on parvenait à coter ces valeurs diverses et à les faire représenter par des signes admis dans la circulation, tout produit, sans être pour cela détourné de sa destination spéciale, pourrait en même temps servir d'instrument d'échange.

Ainsi le crédit ferait servir la même valeur à plusieurs usages, et par conséquent la masse totale des richesses serait augmentée. Les économistes, au contraire, se fondent sur un fait bien différent : ils disent que la monnaie c'est la marchandise par excellence, qu'elle représente en elle-même une valeur réelle, la seule acceptée partout et avec peu de variation dans les échanges, ce qui a fait toujours regarder la monnaie comme l'indicateur le moins imparfait des valeurs en général. Multiplier la monnaie à l'aide de fictions de crédit fondé sur un remboursement final et effectif, étendre autant que possible aux autres marchandises les qualités représentatives de la monnaie avec des signes fictifs, mais réalisables en numéraire, tel est le but du crédit selon les économistes.

En somme, cette théorie, qui à présent est la seule admise dans la science, veut aussi que le plus grand nombre d'échanges s'accomplisse avec la moindre quantité de numéraire; mais elle réclame, comme condition essentielle, que les effets de crédit soient convertibles en monnaie métallique. Autrement, le crédit pourrait créer des valeurs artificielles qui disparaîtraient à la moindre oscillation de la balance des échanges.

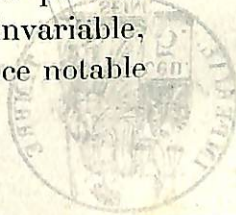
Certes, pour éclairer la pratique des affaires, la théorie des économistes est la seule acceptable; mais, dans les systèmes de Law et de Cieszkowski, il y a une partie de vérité qu'il ne faut pas négliger. Réduisant l'idée de Law au principe que plus la circulation des valeurs est facile et s'accomplit par un moyen peu coûteux, et plus on facilitera la production des richesses et leur distribution équitable, elle est irréfutable. On doit être d'accord avec Cieszkowski pour admettre que la circulation libre et sans gêne des richesses ne pourra pas se réaliser sans que les autres marchandises aient acquis dans les échanges le même caractère de représentation que la monnaie. Cependant les économistes ont parfaitement raison d'avoir fondé leur théorie du crédit sur la valeur monétaire, parce que la monnaie est la seule marchandise acceptée comme instrument d'échange dans toute l'extension du globe. Mais ils n'ont pas observé que ce fait tient à l'état imparfait de la civilisation, et ne repose nullement sur une nécessité inéluctable.



Quelques explications sont nécessaires pour mieux faire apprécier le rôle de la monnaie dans les échanges, et éclairer ce point très-important de la controverse.

Les papiers de crédit ne sont admis avec facilité que dans le commerce des peuples de l'Europe et de l'Amérique, qui forment à peine le tiers de la population du monde. Plusieurs effets de crédit ne peuvent même circuler dans une grande extension de pays, et le plus souvent, leur circulation est bornée dans les limites de quelque province. La monnaie, au contraire, est l'instrument d'échange commun aux peuples civilisés aussi bien qu'aux barbares. Or, tant qu'il y aura au monde un seul peuple chez lequel les métaux précieux soient la marchandise la plus recherchée, la monnaie sera toujours l'objet de convoitise des peuples industriels, l'étalon monétaire sera toujours le régulateur suprême de la valeur. La raison en est bien simple, la monnaie métallique pourrait dans tous les cas remplir les mêmes fonctions que le crédit chez les peuples civilisés, tandis que le crédit ne pourrait aucunement remplacer la monnaie dans les pays où on ne veut pas accepter d'autres marchandises en échange.

Il n'en serait pas ainsi si la marchandise la plus recherchée n'était ni l'or, ni l'argent, ni aucun objet précieux en lui-même; car si la monnaie préférée dans un pays n'était pas acceptée partout ailleurs comme une valeur à peu près invariable, elle ne pourrait pas exercer une influence notable



sur le mouvement général des échanges. Supposons, au contraire, qu'une marchandise puisse devenir d'un usage universel, et un jour viendrait sans doute où elle pourrait être recherchée comme la monnaie. Si, par exemple, la consommation du blé s'étendait davantage et devenait la base de la nourriture de tous les habitants du globe, comme elle l'est à présent des Européens et des Américains; si, par une extension plus considérable des chemins de fer et d'une meilleure répartition de la population sur la surface du sol, le blé pouvait être consommé en quantité à peu près égale dans les différents pays, il pourrait très-bien suppléer à la monnaie. Le crédit est sans doute un moyen puissant pour faciliter le mouvement des échanges; mais pour devenir le régulateur suprême des valeurs, il faudrait que les signes fiduciaires fussent acceptés dans toute l'étendue du marché international, sans quoi la marchandise la plus reçue sera toujours l'instrument général des échanges et le crédit doit s'appuyer sur elle. Or, il ne faut pas oublier que jusqu'à présent l'unité du marché est encore à l'état de simple aspiration.

Des divergences très-accentuées dans les mœurs, dans les langues, dans les législations des différents peuples, entravent le libre développement du commerce et bornent la sphère des opérations du crédit. Même dans les pays les plus civilisés, le système prohibitif vient à peine de cesser, et c'est à peine depuis quelques années

que des principes plus larges ont été acceptés. Chaque nation voulait fabriquer des produits à l'exclusion de toutes les autres, et fermait son marché à beaucoup de marchandises. Dans cette lutte, la marchandise la plus généralement acceptée, la monnaie, s'est imposée comme règle supérieure du cours des valeurs. Devant ce fait incontestable, on doit avouer que si le crédit ne se fonde pas sur l'étalon monétaire, on pourrait créer des valeurs de pure convention et des produits sans acheteurs. C'est le fait actuel; mais le crédit, considéré dans ses principes fondamentaux, n'est et ne peut être autre chose que l'association des forces productives, se prêtant un appui réciproque pour obtenir une production plus abondante avec un travail moins pénible.

L'idée du crédit découle directement de l'idée de l'échange, et du moment où il y a deux personnes travaillant l'une pour l'autre, il y a crédit. Si Pierre cultive du blé pour l'échanger contre le vin que lui donnera Jacques, il y a des avances réciproques qui seront soldées lorsque la remise des produits aura lieu. Toute avance suppose nécessairement un soldé qui peut se vérifier directement ou indirectement, n'importe; mais qu'on travaille pour une expectative future ou qu'on livre un produit contre un paiement futur, dans toutes ces opérations il y a crédit, parce qu'il y a l'échange d'un service actuel contre un service futur. Et d'ailleurs, puisque celui qui échange un service actuel contre une expectative se prive d'une

force ou d'une puissance pour la donner à l'emprunteur, il faut que celui-ci donne une compensation proportionnée au profit qu'il en recueille, c'est-à-dire qu'il paye un intérêt, ce qui n'est après tout qu'une répartition de gain entre les deux contractants.

Ainsi, par exemple, Pierre livre 500 francs à Jacques pour en avoir 550 à la fin de l'année, Pierre a prêté son pouvoir à Jacques pour l'aider à atteindre son but. Puisque, pour lui rendre ce service, il a dû se priver d'une force qui lui appartenait, il faut que Jacques rende à Pierre un service équivalent à l'ouvrage perdu. L'argent n'est que ce chiffre qui exprime le service qu'on donne pour équivalent; mais au fond, le prêt à intérêt n'est rien autre qu'un échange de services; rapport très-bien compris par les jurisconsultes romains, qui donnèrent à ces espèces de conventions le nom de *mutuum*.

Jusqu'ici rien de plus simple; mais la balance ne penche pas plutôt d'un côté que de l'autre, qu'on peut arriver aux combinaisons de l'usure la plus accablante ou de l'escroquerie la plus effrontée. Si un usurier *profite de la détresse de l'emprunteur* pour lui prêter à 50 pour 100, si un banqueroutier frauduleux *abuse de la confiance des prêteurs* pour se procurer beaucoup de capitaux et les gaspille en plaisirs de toutes sortes, il y a une violence exercée par le prêteur ou une escroquerie consommée par l'emprunteur.

Mais ce phénomène, qui frappe les yeux dans

les relations ordinaires de la vie, passe presque inaperçu dans la balance des échanges en général. Il peut très-bien arriver que, par l'effet des différences de prix, surtout entre pays étrangers, le même échange de services appliqué à l'achat des marchandises puisse produire des gains fabuleux ou des pertes ruineuses; ce qui arrive précisément parce que la balance de l'échange flotte dans l'arbitraire.

De prime abord, il pourrait sembler qu'il n'y a aucun rapport, aucune similitude entre le crédit et l'échange effectif des marchandises; mais qu'on y regarde de plus près, et on trouvera que le crédit, de même que tout échange réel de marchandises, est toujours fondé sur la mutualité des services, avec cette différence cependant que dans l'échange des marchandises contre une somme égale de marchandises, le compte est soldé à l'instant même; il reste au contraire en suspens lorsque l'échange s'accomplit en vue d'un produit ou d'un paiement futur. Voilà pourquoi, sans l'équilibre et la liberté des échanges en général, il n'est pas possible d'établir un commerce étendu, ni de donner au crédit un développement considérable; sans la facilité des échanges, les prix du marché ne seront pas en rapport équitable avec le coût de production, et la différence sera précisément une surtaxe que les classes privilégiées prélèveront sur toute la masse des travailleurs.

Le progrès consiste précisément à enlever une à une les barrières que les préjugés et l'ignorance

ont mises entre les hommes, parce qu'à mesure que la civilisation avance, les bornes du marché reculent, les monopoles diminuent, et le travail est mieux rétribué.

L'organisation du crédit, afin d'utiliser toutes les forces productives et rendre les échanges aussi faciles que possible, est précisément subordonnée à cette loi de progrès universel. Imaginez toutes les combinaisons les plus habiles, les plus ingénieuses, tant qu'il n'y aura pas de solidarité sociale au delà des frontières nationales, le crédit ne pourra pas prendre la place de la monnaie comme instrument général des échanges. Le prix du travail, au lieu de taxer les marchandises, sera taxé à son tour et réglé par l'abondance des espèces monnayées; par conséquent, les possesseurs du capital monétaire jouiront d'un monopole d'autant plus étendu et profitable à leurs intérêts, que le travail aura acquis plus de force pour le perfectionnement de l'industrie. La production même, au lieu d'être dirigée dans l'intérêt commun, sera employée selon le bon plaisir des classes dominantes; au lieu de fabriquer des charrues, on fondera des canons; au lieu de défricher les terres incultes pour accroître la masse de subsistances, on cherchera des mines de diamants pour en faire des parures coûtant des millions. Voilà pourquoi, avec tout le progrès de l'industrie, les classes laborieuses n'ont pas beaucoup avancé dans la voie du bien-être, car le travail suit toujours l'impulsion qui lui est donnée par l'état social; du mo-

ment que le capital jouit d'un monopole, il faut que le travail se conforme à la volonté de ceux qui exploitent ce monopole. Les ouvriers, pourvu qu'on leur donne du travail, battent des mains et applaudissent, sans s'apercevoir qu'ils travaillent à leurs dépens. Au milieu des merveilles réalisées par l'industrie, la misère ne cesse pas de se faire sentir; il faut redoubler de travail pour faire face à la cherté progressive des subsistances.

C'est la fable de Sisyphe, qui remuait toujours la même pierre, ou de Tantale, qui, entouré d'eau fraîche et de fruits délicieux, était toujours tourmenté par la faim et la soif.

A présent que la violence a cessé d'être un droit, c'est la différence des marchés et l'inégalité des échanges qui engendrent tous les monopoles et font du crédit même le plus vaste des monopoles. Réduits aux inégalités naturelles, c'est-à-dire aux différences de la capacité individuelle, et bornés aux positions déjà acquises, sans trouver dans la constitution sociale le moyen de s'accroître et de se renouveler sans cesse, les monopoles seraient bien peu de chose, et ils ne pourraient nuire au progrès économique. Au contraire, les monopoles naturels, laissant intact l'essor de l'initiative individuelle, feraient concourir l'intérêt personnel à l'avantage même de la société.

Le commerce international s'est développé pendant que les nations européennes se faisaient la guerre, et chacune prétendait à la prépondérance. Les théories économiques ont dû subir cette in-

fluence, qui dominait les différentes classes de la société, et pour parvenir à se faire jour, elles ont dû affecter une certaine indifférence à tous les autres problèmes sociaux et s'adapter aux idées et aux penchants de l'époque. C'est pour cela que les économistes, sans considérer le crédit dans ses rapports avec les personnes et la constitution sociale, se sont contentés de le considérer dans ses effets immédiats. Ils ont défini le crédit : le prêt d'un capital quelconque, même nominal, en vue d'un bénéfice personnel. Ils en ont examiné l'influence sur les prix et sur la production ; mais ils se sont toujours bornés à le regarder comme un mécanisme industriel tel que la pratique des affaires l'avait organisé.

On connaît les questions interminables qu'on a soulevées pour savoir si le crédit créait ou non des valeurs. Les écrivains qui jouissent de la plus grande autorité dans cette matière ont fini par conclure que le crédit ne crée pas de nouvelles richesses ; mais qu'il se borne à les déplacer et qu'il y a augmentation de richesses dans le seul cas où les valeurs déplacés deviennent plus fructueuses en passant dans des mains plus habiles.

Stuart Mill, par exemple, dit que le crédit accordé par un boutiquier à ses pratiques peut devenir tout à fait stérile, si les consommateurs qui en profitent ne contribuent pas à la production. Cela est vrai ; mais, dans ce cas, l'association entre le créancier et le crédité n'a pas été faite en vue de la production, mais bien en vue de la satisfaction

d'une jouissance. L'échange des services n'a pas été moins profitable aux deux parties, quelle que soit la manière dont l'activité du consommateur pourra être employée dans l'avenir.

Il est incontestable que le crédit établi au moyen de l'association entre le producteur et le consommateur, le capital et le travail rend la richesse actuelle mieux adaptée à augmenter la production ou à satisfaire aux exigences de la consommation ; de sorte que, sans créer une nouvelle richesse, le crédit en multiplie les usages et l'utilité. Il dépendra de l'emploi bon ou mauvais qu'on fera du capital emprunté pour l'augmenter ou le gaspiller ; mais il reste toujours acquis que le crédit en aura doublé la force et l'utilité. Si, par exemple, un commerçant emprunte à 40 pour 100 pour faire une opération qui lui donnera 50 pour 100 de bénéfice, il aura fait une affaire excellente. Si, au contraire, le même commerçant emprunte à 5 pour 100 pour dissiper en folles dépenses l'argent emprunté, peut-être il marchera au devant de sa ruine.

Le crédit ne crée donc jamais de valeurs ; mais il peut toujours redoubler l'énergie des forces productives, quand même il ne serait pas employé à la production immédiate.

Il existe pour l'emploi du crédit des combinaisons infinies qui peuvent en faire dans certains cas particuliers, un instrument très-utile aussi bien qu'une arme dangereuse.

Dans toutes ces manifestations différentes, il n'y a et ne peut y avoir création d'un produit nouveau,

mais il y a toujours un arrangement utile pour faciliter l'échange des services. Si, malgré ces facilitations, la production et la consommation restent dérégées, la société sera appauvrie au lieu d'être enrichie. Mais une nation chez laquelle les institutions de crédit sont peu développées, manque du moyen le plus puissant pour faciliter les échanges, et par conséquent son état économique reste stationnaire.

A l'enfance de toute société, on retrouve le crédit sous la forme d'un échange de services personnels et de prêts en nature.

Le commerce commença avec le troc simple de marchandises. Son plus grand progrès date de l'introduction de la monnaie comme marchandise intermédiaire. Mais avec l'extension du commerce, la difficulté des échanges et le manque d'espèces métalliques se firent sentir tous les jours davantage. C'est alors qu'on en vint au troc idéal des marchandises, c'est-à-dire à une compensation dans les échanges, et c'est ainsi que fut créée la lettre de change. Ce moyen plus parfait d'échange fut d'abord employé par des associations de marchands, les Lombards, les juifs, les cahorsiens, par exemple; mais les exigences du commerce en multiplièrent promptement l'usage.

Au moyen de l'escompte on doubla l'opération de l'échange, et enfin avec la création des banques d'escompte et de circulation on s'efforça de prolonger et d'étendre le mouvement des échanges, c'est-à-dire l'association commerciale depuis le

premier producteur jusqu'au dernier consommateur.

En même temps les falsifications et les altérations de la monnaie, les besoins du commerce intérieur firent établir les banques de dépôts avec les billets à ordre et les mandats, reçus dans la circulation comme la meilleure de toutes les monnaies. Enfin, avec le progrès économique, les banques de dépôts vont aussi se convertir en banques de circulation et aux billets représentant le numéraire effectif se substituent des effets fiduciaires. C'est ainsi qu'à la propriété fondée sur la possession exclusive de la chose, succède une co-possession entre les travailleurs, qui est le reflet de la solidarité qui doit relier tous les membres de la famille humaine. Avant que cette solidarité soit acceptée et reconnue comme principe fondamental de la civilisation, le crédit ne pourra atteindre son dernier perfectionnement. Le crédit commence par la confiance réciproque et l'association élémentaire d'individu à individu pour s'élever graduellement à la confiance et à l'association entre les nations. Voilà le principe, voilà la fin. Pour mieux étudier les différentes phases du crédit, il faut avant tout définir les lois qui règlent la circulation des valeurs.

Comme on le sait, les premiers moteurs du mouvement économique sont les besoins d'un côté, et les efforts pour les satisfaire de l'autre. La circulation consiste précisément dans l'échange des différents efforts pour satisfaire les besoins de

la façon la plus commode possible. Si l'état de la société est encore élémentaire, il y aura peu de besoins et partant peu d'efforts; mais plus la société sera avancée, et plus les besoins seront variés et les efforts complexes. C'est alors que la circulation devient très-compiquée et qu'on sent le besoin de la rendre aussi rapide que possible pour épargner la somme des efforts et accroître la somme des jouissances. Mieux la circulation est organisée, et plus la quantité de travail qu'elle laisse disponible est considérable, et par conséquent plus la société doit s'enrichir davantage.

Il est vrai aussi que l'accroissement des richesses fait surgir à son tour de nouveaux besoins pour consommer le surcroît de produits, et c'est ainsi que la richesse se trouve augmentée et l'équilibre rétabli. Tout cela n'admet pas le moindre doute. Mais ce qu'on n'a pas souvent remarqué avec assez d'attention, c'est que la circulation ne peut agir que sur les efforts et les besoins déjà existants. Si donc la somme des efforts et des besoins existants est considérable et le mécanisme des échanges trop compliqué, le perfectionnement des moyens de circulation des richesses peut produire des effets prodigieux. Ce perfectionnement a-t-il atteint son dernier degré, relativement à l'état actuel des échanges, et toute nouvelle amélioration avant que la somme des efforts et besoins se soit augmentée en proportion, sera stérile. Ce serait comme une machine trop perfectionnée qui pour-

rait faire plus de besogne que n'en exigerait la quantité de matières premières employées à la fabrication.

A ces remarques il faut ajouter que la circulation exerce son influence précisément sur cette somme de besoins et d'efforts qui rentrent dans le mouvement des échanges. Par exemple, les efforts que fait le berger pour faire produire à ses brebis le lait qu'il consomme pour sa nourriture, ne sont aucunement réglés par les lois de la circulation, à moins que le berger ne modifie ses habitudes et ne vende son lait pour l'échanger contre d'autres produits. Il s'ensuit donc que la loi générale des efforts et des besoins actuels est encore limitée par la quantité de richesse consommée par échange sur laquelle s'établit la proportion entre l'offre et la demande sur le marché.

Le perfectionnement de la circulation tend précisément à rapprocher cette loi de la première, c'est-à-dire à mettre l'offre et la demande en parfaite harmonie; à équilibrer, en un mot, la quantité effective de produits avec les besoins de la consommation. Mais avec cette tendance constante, la différence n'en continue pas moins, à cause de la grande variété des marchés et de l'influence plus ou moins grande qu'y exerce le commerce international.

Enfin il y a un troisième ordre de faits qui influe sur la circulation, c'est la hausse ou la baisse instantanée de certaines valeurs pour des causes extraordinaires et souvent passagères, comme la

découverte d'une mine, une invention nouvelle, une guerre, une mauvaise récolte, etc.

Une circulation bien réglée ne peut accroître tout de suite la masse des richesses, mais elle peut contribuer énormément à la formation des richesses; elle peut aussi augmenter la somme des richesses échangeables en attirant sur le marché des produits consommés directement par les producteurs. Enfin une bonne circulation pourrait presque toujours éviter les engouements qui se produisent à tout instant sur le marché.

Ces lois, qui règlent la circulation des marchandises en général, trouvent leur application dans la monnaie et dans tous les signes représentatifs employés dans les échanges; qu'on examine à ce point de vue la théorie des valeurs idéales, du papier-monnaie, et il est clair que si l'émission de signes représentatifs n'est pas proportionnée aux besoins de la circulation, on ne pourra jamais les faire fonctionner avec avantage. Si une confiance aveugle ou la compulsion violente d'un gouvernement peut leur donner quelques instants d'une vie éphémère, malgré les plus grands efforts, ils ne pourront longtemps maintenir leur valeur nominale. C'est l'histoire de la banque du Mississipi, des assignats créés par la République française et de toutes les tentatives analogues.

Dans les cas que nous venons de citer, on avait créé plus de signes qu'il n'y avait de valeurs effectives, et les signes devaient nécessairement se déprécier, jusqu'à ce que l'équilibre se fût rétabli.

Même dans l'hypothèse que les signes correspondraient à des valeurs réelles, mais restées jusqu'alors en dehors de la circulation, et ne pouvant se placer que graduellement, par application de la loi qui veut que toute circulation de signes soit basée sur la circulation de valeurs échangées, sur le marché, il arriverait infailliblement qu'ils se déprécieraient selon la disproportion plus ou moins grande existant entre l'offre et la demande.

Stuart-Mill a judicieusement fait observer, que quand bien même, selon la théorie de certains auteurs, les assignats, émis par la Convention, eussent été réglés de façon que chaque billet pût exprimer et transmettre une quantité spéciale et déterminée, de terre, la dépréciation n'aurait été qu'amointrie, et la déconfiture tout en étant moins considérable, n'en serait pas moins arrivée.

C'est à peu près la même idée, réfutée par Stuart-Mill, que MM. Cieszkowski et Proudhon ont exposée d'une manière plus générale, en proposant une banque qui puisse taxer toutes les valeurs réelles existantes dans un État, et leur donner un signe représentatif, pour rendre plus facile et plus commode l'instrument des échanges. Car si la théorie de Law négligeait précisément la première des lois qui règlent la circulation, c'est-à-dire la proportion entre l'instrument d'échange et la somme des besoins et efforts qui doivent être échangés, la théorie que nous venons d'examiner néglige la loi qui concerne la différence et la variété des marchés. Quand vous aurez donné

un signe représentatif d'une valeur effective, si cette valeur n'est pas du tout demandée sur le marché, le signe ne pourra pas procurer les satisfactions dont on a besoin, à moins d'être escompté à perte contre d'autres valeurs plus recherchées. C'est ainsi qu'on tombe toujours dans les inconvénients ordinaires de toute circulation abondante des effets fiduciaires.

Expliquons-nous plus clairement. On crée par exemple cent millions de billets hypothéqués sur les plus belles propriétés de France; si cette somme correspond exactement aux achats de terrains qu'on est habitué de faire dans une période de temps pas trop longue, les billets seront admis avec facilité dans la circulation, et leur seul effet sera de déprécier la valeur des espèces monnayées. Mais en supposant que le chiffre des achats soit limité à 50 millions, on aura alors 50 millions de titres détournés de leur destination. S'il y avait un capital en réserve et que l'achat des terrains présentât un bon emploi, la création d'un nouvel intermédiaire des échanges, aidant la circulation des capitaux, pourrait rendre plus active la demande des terres et redoubler le chiffre des achats. Dans ce cas les billets seraient toujours acceptés à leur titre d'émission; mais s'il n'y avait pas de capital en réserve, les 50 millions superflus devraient s'échanger avec perte, si on voulait les réaliser pour satisfaire à des besoins plus impérieux.

Dans cette hypothèse, il est certain que, même
 ayant pleine confiance dans la solidité des valeurs

que représentent les signes de crédit, leur dépréciation serait toujours en rapport avec la demande plus énergique des marchandises qu'on voudrait obtenir en échange.

Cette loi, dont nous avons déjà parlé plus haut et qu'on pourrait appeler loi de proportionnalité des valeurs aux besoins sociaux, s'impose même aux marchandises les plus généralement demandées.

Il y a quelquefois dans les valeurs, même les plus précieuses, une impossibilité absolue à servir aux échanges bien que leur valeur intrinsèque ne soit pas dépréciée.

Lorsque par exemple, Robinson Crusoé, dans son île déserte, disait en regardant le coffret de diamants retrouvé dans le vaisseau naufragé, qu'il aurait désiré l'échanger contre quelques graines de chou, ce n'était pas parce que les diamants avaient perdu leur valeur intrinsèque, mais c'est parce qu'ils ne pouvaient satisfaire à ses besoins les plus pressants, qu'il les aurait volontiers échangés contre des choses de moins de prix mais d'une utilité plus immédiate. Il en arriverait de même, à tout homme qui se trouverait dans une situation pareille. Afin donc d'obtenir que la circulation fiduciaire, appuyée même sur des valeurs très-solides, puisse fonctionner régulièrement, il faudrait qu'elles puissent être toujours échangées contre n'importe quelle espèce d'objet. C'est ce qu'explique la véritable cause de la supériorité des valeurs métalliques; elle vient de la demande qu'on



en a constamment faites sur le marché international, parce qu'elle est la seule marchandise d'un usage universel. Du reste, elle aussi obéit aux lois de la circulation, parce que, selon que les métaux précieux sont plus ou moins recherchés, le prix varie, même indépendamment de l'abondance et de la variété des autres marchandises.

La qualité caractéristique de tout instrument d'échange ne consiste pas exclusivement dans sa valeur réelle, mais dans son aptitude à pouvoir en même temps servir aux échanges en général et aux échanges actuels. C'est cette qualité qui a peut-être été le moins considérée dans la monnaie. On a parlé de sa solidité, de sa beauté, de sa divisibilité, de la somme de travail effectif qu'elle représente; mais on n'a pas remarqué que la monnaie est la seule marchandise d'un usage universel, la seule qui se prête plus facilement aux transports lointains et par conséquent la seule qui puisse procurer immédiatement l'achat de toutes les autres et la satisfaction de toutes sortes de besoins. Aussi longtemps qu'on pourrait maintenir en équilibre les échanges, le crédit pourrait très-bien se passer complètement de la monnaie, mais puisque cet équilibre n'existe pas, le crédit doit nécessairement faire appel aux réserves métalliques. La raison de ce fait se trouve dans le commerce international qui est fondé sur l'étalon monétaire et qui est obligé de liquider à courte échéance, faute d'une banque commune, qui puisse escompter les effets internationaux.

Pour prévenir toute obscurité dans le dévelop-

pement de cette théorie, commençons par l'analyse d'un fait, une crise commerciale par exemple. On sait qu'en Angleterre les spéculations commerciales sont poussées avec une hardiesse inouïe. Un commerçant qui a du crédit peut faire des opérations qui dépassent dix fois la valeur de son capital effectif. C'est pour cela que la circulation se trouve souvent augmentée dans des proportions bien supérieures aux besoins réels de la société. Cependant chaque commerçant, soutenu comme il l'est par le crédit, n'aurait à craindre que le mauvais succès de ses spéculations, qui pourraient entraîner la perte de son capital. Mais pourtant il n'en est pas ainsi. Si un commerçant s'est engagé dans une spéculation fructueuse, qu'il arrive dans le marché monétaire une oscillation qui ébranle le crédit des banques les plus considérables, et le commerçant privé de tout secours est obligé de déposer son bilan. Supposons encore que ce malheureux commerçant ait acheté dix mille hectolitres de blé en Australie, lequel est déjà en route et doit arriver à Londres dans une semaine; que le blé arrive en effet à l'époque déterminée et qu'on réalise des bénéfices considérables, avec tant de chances de succès, il aura suffi d'une oscillation sur le marché monétaire pour consommer sa ruine.

Comme on le voit par cet exemple, dans une crise commerciale on peut voir, à côté d'opérations mal conçues, d'autres parfaitement imaginées, et qui échouent, faute d'un report suffisant pour conjurer le danger.

On a voulu expliquer les crises commerciales par l'imprudence des commerçants qui entreprennent des affaires disproportionnées aux ressources pécuniaires dont ils disposent. Certes, le commerce et la spéculation effrénée en particulier, sont exposés à des chances sans nombre; une pluie continuelle, une sécheresse prolongée, un tremblement de terre, l'assassinat d'un personnage important, un accident quelconque, peut suffire pour exercer sur les affaires une influence considérable; en présence de tant de dangers, on ne saurait jamais assez recommander l'ordre et la prudence dans les opérations commerciales. Mais lorsqu'on a voulu considérer les crises au point de vue économique, quel remède a-t-on proposé?

On a dit que les paiements en espèces étaient les seuls qui soldaient définitivement les échanges, et on a conseillé d'accroître autant que possible les réserves monétaires et de proportionner le chiffre des affaires à la quantité du numéraire disponible pour solder les différences. C'est le système qui a prévalu en France. En Angleterre, le même système a triomphé; mais il y a eu des écrivains qui ont proposé l'accroissement des signes de crédit, en proportion du mouvement des affaires. Au système français, on peut reprocher qu'une accumulation surabondante de métaux précieux rend l'instrument des échanges trop coûteux et paralyse une somme considérable de travail, retardant en conséquence le progrès économique. D'un autre côté, les théories de l'école de Birmingham ont été démenties par l'expérience.

Dans ces contradictions, où se trouve la vérité? Selon les lois de la circulation que nous avons examinée, il ne suffit pas d'avoir des richesses pour les faire servir d'instrument d'échange, mais il faut encore que ces richesses soient demandées sur le marché.

Il ne suffit pas en conséquence, de créer des signes des valeurs, lorsque l'état du commerce extérieur demande des marchandises effectives pour accomplir des échanges.

Si donc il y avait moyen de satisfaire à l'universalité des échanges autrement que par la monnaie, le problème serait résolu et les contradictions entre l'école métallique et les partisans de la toute-puissance des banques seraient effacées.

La science économique vint au monde à une époque où les antagonismes nationaux étaient à leur apogée; conséquemment les lois qu'elle a posées ont un cachet éminemment national et embrassent rarement les faits économiques dans leur universalité. Ainsi, parle-t-on de banque et de crédit, on se reporte, même sans le vouloir, aux institutions de son pays, et on ne considère pas les phénomènes de crédit au point de vue général. Cependant, l'importance qu'a de nos jours acquise le commerce extérieur rend le marché international régulateur suprême des échanges; les tentatives faites dans l'intérieur de chaque État pour étendre les opérations de crédit se trouvent toujours bornées à la nécessité de solder ses comptes à l'étranger d'une façon satisfaisante.

Les théoriciens, qui croient à la toute-puissance des banques, se trouvent en face de ce fait inévitable que les billets de banque, au delà de la frontière, sont des morceaux de papier insignifiants. Au contraire, si ces morceaux de papier sont fondés sur une réserve métallique, ils pourront alors se négocier même à l'étranger, et perdre ou gagner dans le change, selon les conditions du marché monétaire. Cela arrive, parce que, entre nations, il n'y a aucune solidarité de crédit. De cette gêne inévitable, il en découle deux inconvénients : 1° que le crédit des nations les plus florissantes est nécessairement lié aux oscillations du marché monétaire ; 2° que, sans un transport effectif d'espèces, ces mêmes oscillations sont une cause perpétuelle d'agiotage. Si, au contraire, il y avait des banques internationales, le crédit y gagnerait d'autant plus en énergie et en régularité que la circulation serait plus étendue. Alors seulement, les banques pourraient suivre le mouvement des affaires, parce que l'engouement des valeurs serait aussi restreint que possible. Des billets fondés sur des valeurs réelles étant reçus dans toute l'extension du marché, ils pourraient très-bien remplir le rôle de la monnaie, à la seule condition de ne pas dépasser la somme effective des valeurs échangées dans chaque pays. En somme, la banque universelle est le seul moyen pratique de réaliser la pensée de David Ricardo, que la monnaie de papier est la plus parfaite de toutes les monnaies. La banque universelle sup-

pose, comme condition nécessaire, que le monde entier soit civilisé, et nous en sommes encore bien loin ; mais, en attendant, la banque internationale serait un pas immense accompli dans le chemin de l'avenir.

Pour plus de clarté, résumons toutes nos idées en quelques mots. L'échange d'efforts et de besoin se fait d'abord soit avec le simple troc, soit avec le crédit personnel ; il s'élargit, s'accroît surtout à l'aide de la monnaie. Les institutions de crédit, laissant disponible une plus grande quantité de numéraire, l'accroissent davantage, et des relations commerciales très-étendues relient tous les peuples du monde. Si cette immense circulation de valeurs pouvait reconnaître un signe représentatif commun autre que la monnaie, on pourrait très-bien se passer de celle-ci, et l'or et l'argent deviendraient des marchandises comme les bestiaux, les peaux, les blés et autres substances qui, quelquefois, ont joué le rôle de monnaie.

L'organisation du crédit, ou pour mieux dire sa plus grande extension, n'est pas possible sans la solidarité de tout le genre humain. Pour y parvenir, il faut travailler en bas et en haut de la pyramide sociale, d'un côté, à élever les classes inférieures de chaque société en particulier, de l'autre à enlacer les nations avec des liens communs ; ce dernier progrès n'est pas possible sans le premier, car la politique humanitaire doit être avant tout une politique populaire, mais l'un sans l'autre serait stérile et de courte durée.

III

Dans le crédit comme dans toute autre chose, on ne peut pas hâter à volonté la marche du progrès, et il faut suivre pas à pas le développement économique. Il est impossible que, dans un pays où les échanges sont peu actifs et le commerce presque nul, on puisse introduire avec avantage des institutions de crédit qui demandent un grand mouvement d'affaires pour suffire aux frais considérables qu'elles nécessitent.

Dans un pays où le mouvement des échanges est très-borné, si on possède beaucoup de métaux précieux, le plus souvent, ils restent enfouis pendant des générations; c'est là que la multiplication des effets de crédit ne serait ni praticable, ni utile.

Le marchand napolitain, par exemple, qui va dans une foire acheter du bétail, ne manque pas d'argent, mais de sécurité. Il lui faut parfois traverser des forêts infestées par les brigands, passer la nuit dans des auberges mal famées, s'exposer en un mot à se voir à chaque instant dévalisé.

Dans des conditions semblables, le premier besoin de la circulation est de procurer aux commerçants un moyen sûr et facile pour transporter leurs valeurs. Les cédules de la banque de Naples, transmissibles par voie d'endossement et payables seulement sur la signature de gens bien connus, sont le mieux adaptées aux besoins du commerce.

Nous citons cet exemple, qui concerne un des

plus beaux pays de l'Europe et qui n'a rien perdu de son actualité; mais, en généralisant le fait, on y trouve une application des lois de la circulation qu'il est utile d'étudier.

Dans les pays où le commerce est peu développé, plus les institutions de crédit seront proportionnées à l'état de civilisation du peuple, plus elles seront profitables. S'il s'agit d'un pays où règne peu de bonne foi et de confiance, bien que la circulation des espèces métalliques soit la plus coûteuse, il ne faut pas s'efforcer de la supplanter brusquement au moyen de billets de banque, mais il convient d'étudier les formes de crédit le mieux en rapport avec le mouvement actuel des échanges et les habitudes de la population. Nous nous bornons à parler des faits qui concernent particulièrement les institutions de crédit, mais l'amélioration des conditions économiques d'un pays demande l'emploi de beaucoup d'autres moyens. Il nous importe seulement d'établir que le mécanisme le plus perfectionné, introduit dans le commerce d'un peuple attardé, ne profiterait pas plus qu'un beau rayon de soleil aux yeux d'un homme forcé de garder des conserves.

Cela arrive parce que toute institution de crédit absorbe toujours une somme de travail et de capital qui, dans l'hypothèse dont nous parlons, ne rapporterait pas un bénéfice suffisant et se trouverait détournée d'un emploi plus utile.

Quand on réfléchit attentivement à l'état économique de certains peuples, on trouve que le mouve-

ment des échanges ne s'étend pas au delà d'un cercle très-borné. Il règne pourtant dans cette sphère restreinte une certaine activité dans la production et la consommation de quelques produits indigènes, à moins toutefois que le peuple ne soit entièrement barbare. Les paysans des Calabres et des Abruzzes, par exemple, ne consomment ni café, ni thé, ni sucre, ni poivre, ni aucune autre denrée coloniale; mais dans la hutte la plus misérable, on brûle chaque jour plus de bois qu'il n'en faudrait pour suffire à la consommation de vingt familles d'ouvriers de Paris ou de Londres. Dans d'autres endroits, une année de mauvaise récolte oblige à contracter des dettes qui occasionnent parfois une vente de terres bien plus considérable que celles qui ont lieu en moyenne dans une province de France ou d'Angleterre. On pourrait aussi citer quelques provinces de la Russie, de la Turquie ou de quelque contrée de l'Orient, où la consommation des produits du pays est très-active et le commerce international presque insignifiant. Ces quelques exemples sont plus que suffisants pour démontrer que moins il y a de commerce extérieur, plus l'échange des denrées du pays est considérable.

Dans cette hypothèse, le commerce est presque nul, les échanges ont lieu sur place, entre producteurs, et une faible somme d'argent, passant de mains en mains, sert à solder les différences.

Le désir d'accumuler des métaux précieux comme objets de richesse existe toujours et pousse à acquérir la plus grande quantité d'espèces mon-

nayées. Mais la valeur échangeable de la monnaie ne s'apprécie guère, et personne ne se trouve gêné par le manque de signes de crédit qui puissent la représenter. La circulation des produits est d'une simplicité extrême, en sorte que, de ce côté, il n'y a rien à désirer, et pourtant la richesse n'augmente pas, parce qu'il y a un fait qui détruit les bénéfices de la simplicité de la circulation et qui explique pourquoi les richesses restent stationnaires. On consomme d'une façon imprévoyante beaucoup de produits dont l'échange procurerait beaucoup plus de jouissances et même un excédant qu'on pourrait épargner. Il y a un engouement des valeurs, parce que le marché est trop restreint. Pour l'agrandir, il ne suffit certes pas de créer une banque, mais il faut avant tout ouvrir des voies de communication, répandre l'instruction parmi le peuple, améliorer la législation et garantir la sécurité publique.

Mais, pour faire contribuer avec succès à ce résultat les institutions de crédit, il faut toujours se conformer aux habitudes suivies dans le pays et trouver en conséquence les moyens opportuns pour faciliter les échanges.

On sait que les premières banques furent créées soit pour garantir la bonne qualité des espèces monnayées, soit pour en favoriser la circulation au moyen de mandats et virements fondés sur les dépôts effectifs, soit enfin pour faciliter les petits prêts sur gage. Ce fut sur ces différents principes que s'élevèrent les banques de Venise, de Gênes,

d'Amsterdam, etc., en sorte que chaque banque dut son origine aux circonstances spéciales du commerce et de l'époque.

La base commune de ces premières banques fut le dépôt effectif des espèces monétaires pour en faciliter la circulation, qui était entravée jusqu'alors par des difficultés et des vexations sans nombre. Ainsi les premières manifestations du crédit comme institution sociale furent exclusivement fondées sur la garantie réelle, tandis que, dans les relations entre particuliers, on commence toujours par le crédit personnel. On commença par des banques de dépôts, parce qu'elles sont mieux appropriées que toute autre à un état économique peu développé. Les banques de dépôts sont un degré nécessaire pour faciliter le mouvement des échanges, et cette nécessité s'impose toujours, quand les conditions commerciales du pays sont tout à fait rudimentaires. La plus savante combinaison de crédit doit se briser contre cette difficulté intrinsèque, lorsqu'on ne veut pas en tenir compte; mais l'organisation d'une banque de dépôt, éclairée et perfectionnée par le progrès de la science économique, peut se prêter à des combinaisons beaucoup plus utiles que celles essayées dans le passé.

Ce qui constitue la force d'une institution de crédit, c'est que son papier puisse être reçu dans la circulation sans être sujet à dépréciation, quelles que soient d'ailleurs les oscillations du marché. Lorsqu'on est habitué à une circulation exclusi-

vement monétaire, le papier des banques de dépôt est le seul accepté avec confiance, parce que le porteur des titres sait qu'il est le propriétaire d'une somme déterminée d'espèces. Dans la suite, l'habitude lui fera accepter des billets des banques de circulation avec la même confiance; mais, de prime abord, l'homme n'accorde son crédit qu'aux choses auxquelles il est habitué et lui sautant, pour ainsi dire, aux yeux. Voilà pourquoi, dans les relations d'individu à individu, dans les sociétés primitives, on commence par le crédit personnel, parce qu'on ne prête qu'à des personnes bien connues et dont on peut surveiller sans cesse les affaires. En effet, plus on va dans le pays où le commerce est peu développé, le numéraire rare et les habitudes de la vie presque primitives, plus on trouve en usage le crédit personnel. Au contraire, on est défiant envers les institutions sociales, parce que le plus souvent elles sont l'incarnation d'un pouvoir en lutte avec les individus, et l'idée de la solidarité sociale, au point de vue économique, est tout à fait étrangère aux esprits. Les institutions de crédit dans un tel état social s'accommodant aux tendances des individus, sont obligées de se fonder sur un gage réel autant que possible.

C'est là précisément le principe adopté par les banques de dépôt. Ces institutions furent organisées en vue de besoins spéciaux du commerce, et furent établies par des associations de marchands; leur crédit fut nanti par des réserves monétaires, qui sont la marchandise employée de préfé-

rence dans le commerce. Les propriétaires fonciers et les agriculteurs restèrent étrangers à leur création et ils en profitèrent indirectement. Du reste, la propriété foncière et l'agriculture, enlacées comme elles étaient par les liens féodaux, ne pouvaient pas se prêter à des combinaisons de crédit. Mais, dans les pays où cette difficulté n'existe pas, on pourrait appliquer le système des banques de dépôt à la circulation des terres et des produits agricoles. C'est une idée qui a déjà été réalisée en partie avec l'institution du Crédit foncier, mais d'une manière très-incomplète; parce que le Crédit foncier, comme il se trouve organisé aujourd'hui, est un moyen pour faciliter aux propriétaires l'emprunt du capital monétaire, et rien de plus.

Nous avons parlé tout à l'heure des pays où l'on contractait beaucoup de dettes hypothécaires et où il y avait une vente considérable de terres. Or, simplifiant le régime hypothécaire et les lois qui concernent l'expropriation des immeubles, des banques locales de crédit foncier et agricole pourraient être très-utiles.

Nous avons dit que ce qui constitue la valeur de la monnaie comme signe représentatif par excellence, c'est la certitude qu'elle sera toujours acceptée en échange des objets dont on a besoin. On peut appliquer ce principe aux banques locales de crédit foncier et agricole. Nous avons dit *locales*, car dans les pays où il y a peu de confiance publique et où l'esprit de spéculation est peu développé, on n'accepterait pas volontiers du papier garanti par des

propriétés lointaines et dont on ne peut pas apprécier par soi-même la véritable valeur. Des effets de crédit qui représenteraient une valeur proportionnée à la rente annuelle des terres et des produits seraient acceptés dans la circulation aussi bien que la monnaie, parce qu'ils pourraient s'échanger contre des objets formant la base de la consommation et de l'emploi des capitaux disponibles.

Une banque qui émettrait des cédules destinées à la circulation locale, et fondées sur la somme moyenne des propriétés foncières et des produits de l'endroit qui se vendent durant une année, aurait une réserve aussi solide que celle des lingots. Pour faire des avances en argent aux particuliers, la banque pourrait négocier des obligations remboursables à échéance, qui porteraient intérêt et seraient acceptées en paiement des terres et des produits donnés en gage, lorsqu'on procéderait à la liquidation des dettes qui n'auraient pas été remboursées. Les avantages et la sûreté qu'offrirait une telle sorte de placement seraient un appât irrésistible pour attirer dans la circulation des capitaux oisifs.

Ainsi, tout en donnant un essor nouveau à la circulation des produits indigènes au moyen du crédit, on y attirerait sans cesse les capitaux oisifs et on accoutumerait les esprits aux spéculations commerciales. Les ventes que la banque serait obligée de faire de temps à autre des terres et produits donnés en gage pour solder les comptes, faciliterait la création d'un hôtel des ventes, institution tout à fait

inconnue dans les pays où le mouvement économique ne s'est guère fait sentir. Il est presque superflu d'ajouter que, dans ces pays, un hôtel des ventes serait un moyen puissant pour affranchir les vendeurs nécessaires de la tyrannie du monopole. Développant donc l'idée des banques de dépôts, on voit que, sous une apparence bien modeste, on pourrait obtenir des résultats presque aussi prodigieux que ceux effectués par les banques de circulation.

Nous avons parlé des difficultés qu'on peut rencontrer à émettre 100 millions de billets garantis par les plus belles propriétés de France. Cela arrive, parce que le Parisien possesseur d'un de ces billets ne veut que de l'argent en échange, certain que cet argent peut lui procurer tous les produits dont il a besoin pour sa consommation. Il ne voudrait jamais se résigner à avoir contre son argent une petite propriété dans la Gascogne ou dans la Bretagne, de sorte que la valeur des terres devra toujours se proportionner à la valeur de l'or ou de l'argent, selon les fluctuations du marché.

Une guerre, un emprunt, la fondation d'une société industrielle, et tant d'autres causes diverses qu'il serait trop long d'énumérer et qui agissent sur les grandes places de commerce peuvent apporter d'une semaine à l'autre une différence considérable sur le cours des effets de crédit. Rien de tout cela n'arrive dans le pays où le mouvement commercial est presque inconnu ; le taux de l'intérêt, et le prix des salaires, y restent stationnaires

pendant de longues années. Toute spéculation un peu hardie choque les habitudes du pays et y est considérée comme une folie. Enfin, puisque les dix-neuf vingtièmes de la consommation sont fournis par la production du pays, et que les capitaux ne se convertissent pas en bons mexicains, actions transatlantiques, emprunt danubien ; mais sont employés à l'achat des terres et des maisons longtemps convoitées, les crises violentes et les changements instantanés de prix, sont des choses inouïes. Tout au plus des changements peuvent avoir lieu lors d'une famine ou d'événements politiques qui bouleversent de fond en comble l'état social du pays.

En tout cas, les oscillations dans la circulation ne sont ni fréquentes ni considérables. Pourvu qu'on ait la certitude de pouvoir réaliser une valeur effective et déterminée contre les obligations de la Banque, que ce soit de l'argent ou une propriété foncière, n'importe ; car bien souvent on préférerait même les terres à la monnaie.

Nous pouvons donc conclure de là que dans les pays où le commerce est peu développé, mais où la production et la consommation locales sont équilibrées, les banques de dépôt dans toutes leurs formes diverses, sont les institutions qui s'adaptent le mieux aux besoins de l'État et de la civilisation et au développement des richesses.

Nous pouvons tirer de cette analyse une remarque d'une application générale, c'est-à-dire que si, dans le marché international, les échanges pou-



vaient s'accomplir avec régularité, le crédit pourrait se développer sur une très-grande échelle.

Avec le développement du commerce et l'accroissement des affaires, les banques de dépôt ne peuvent plus suffire au mouvement des échanges. Le commerce extérieur introduit souvent beaucoup de marchandises qui ne peuvent pas être échangées à l'instant même contre des produits nationaux. De là la nécessité de tenir des comptes ouverts, de multiplier l'usage des lettres de change et de les escompter pour réaliser des fonds et s'engager dans des nouvelles affaires. Ces opérations s'accomplissent d'abord partie avec le secours des banques de dépôt et partie au moyen d'une certaine classe de commerçants adonnés à ce qu'on appelle le commerce de banque.

Mais avec le progrès toujours croissant des affaires, ces moyens ne suffisent plus et la gêne recommence. Enfin l'expérience démontre que le plus souvent les valeurs échangées ne sont jamais complètement soldées en numéraire, et la plus grande partie reste toujours dans la circulation. C'est alors qu'on conçoit l'idée d'une réserve effective peu considérable pour payer les obligations qui vont être définitivement liquidées, avec laquelle on pourrait faire circuler une quantité double ou triple de signes fiduciaires qui facilitent l'échange des valeurs restant dans la circulation. La confiance que ces signes fiduciaires inspirent, leur convertibilité en monnaie métallique les fait accepter dans la circulation comme argent comptant. C'est ainsi

qu'aux banques de dépôt succèdent les banques de circulation.

On peut dire que la première idée des banques de circulation vient du développement de la lettre de change. On sait qu'une lettre de change ou un billet à ordre négociable par voie d'endossement, circulant de main en main, répond aux besoins de la circulation de la même manière que la monnaie, avec la seule différence que des signes fiduciaires supposent toujours un paiement définitif. Du reste, il pourrait très-bien arriver une sorte de compensation entre les billets à ordre et les lettres de change. Mais on ne s'arrête pas là. Un marchand qui a du crédit peut tirer une lettre de change sur lui-même et avec ce moyen fictif se procurer de nouvelles valeurs. Il est vrai que, dans ce cas, il ne fait que signer une obligation; mais du moment que cet effet est escompté, il peut avoir des espèces. En tout cas, puisque l'obligation signée par le tireur est garantie aussi pour l'escompteur, elle ne représente pas seulement le crédit du tireur, mais aussi celui de l'escompteur ou des endosseurs successifs. C'est ainsi qu'à l'aide d'une véritable solidarité personnelle on crée de nouvelles valeurs. Vraiment, pour parler avec plus d'exactitude, on pourrait dire que ce ne sont pas des valeurs, mais de simples fictions, parce que tous ces effets ne reposent, en dernier ressort, que sur des valeurs réelles possédées par les personnes qui ont pris part à l'association. Cela n'admet pas de doute; mais ces mêmes valeurs, sans être déplacées, ont

pu servir à remplir la fonction de signe représentatif; elles ont rendu la circulation plus active et par conséquent la richesse plus profitable.

Nous avons déjà fait remarquer que la facilité donnée à la circulation par le moyen du crédit finit par créer de nouveaux besoins et des satisfactions nouvelles, parce qu'une circulation sans gêne facilite le travail et augmente par conséquent la production. Seulement ce changement n'arrive pas tout à coup, et on ne peut pas non plus le produire à volonté en multipliant les signes en circulation. Il faut donc que le développement du papier de crédit suive pas à pas l'amélioration économique sans pouvoir toutefois la précéder.

Les banques de circulation avec les différents comptoirs d'escompte, le *clearing-house* et toutes les diverses institutions qui en découlent sont arrivées au plus haut degré de perfection en Angleterre et ont beaucoup contribué à la puissance économique de ce pays. En effet, les banques de circulation sont la forme la plus puissante de crédit réel que l'on pouvait imaginer dans l'état de notre civilisation, dominée comme elle l'est par l'égoïsme individuel et national. Cependant l'Angleterre, avec toute sa puissance économique, est une des nations chez lesquelles la richesse se trouve répartie d'une manière très-inégale. Il ne pouvait en arriver autrement parce que la multiplication indéfinie des signes représentatifs des valeurs, pour entreprendre des spéculations qui ne répondent à aucun besoin réel du commerce, et qu'on crée ou exagère

arbitrairement en vue d'un bénéfice particulier, fortifie le monopole du capital et surtout du capital monétaire. Des signes représentatifs qui sont échangés sur un marché aussi vaste que celui de l'Angleterre se trouvent forcément dominés par la monnaie, qui est le signe représentatif du marché international en général.

A ce propos, il nous faut relever une opinion qui ne nous semble pas parfaitement exacte. On a dit que les échanges internationaux étaient presque exclusivement réglés au moyen de lettres de change, et de ce principe on a voulu tirer cette conséquence que la monnaie n'avait pas une influence bien grande sur le marché international et qu'elle en exerçait davantage sur le commerce intérieur. Mais, dans le commerce international la lettre de change ne représente que le simple troc des marchandises, dont la lettre de change n'est ni plus ni moins que la simple facture. Lorsqu'on va escompter une lettre pour l'étranger, il faut toujours tenir compte du cours des changes entre le pays d'où elle vient et celui où elle doit être payée. Quand le compte des marchandises ne se balance pas et que le change n'est pas au pair, c'est toujours l'état du marché monétaire qui sert à déterminer l'escompte des valeurs étrangères. Les institutions de crédit ne peuvent en aucun cas le rendre moins lourd, parce qu'une banque qui voudrait l'essayer se verrait assiégée par une quantité innombrable de lettres de change, et son crédit serait épuisé en quelques jours. Il faut donc

qu'une banque baisse ou élève le taux de l'es-compte selon les oscillations du marché monétaire, quelle que soit d'ailleurs la puissance de son crédit. C'est une conséquence inévitable du fait que le commerce entre les différents pays n'est jamais en parfait équilibre; le pouvoir des banques n'allant pas au delà de la frontière, il doit se régler sur les espèces métalliques.

Les oscillations deviennent encore plus fréquentes, parce que la multiplication des signes représentatifs du crédit n'obéit pas au besoin effectif de la circulation, mais au désir des gains personnels. Ce désir ne connaît pas de limites, et il crée des valeurs artificielles dont la seule réalisation possible consiste dans les oscillations du marché et dans un déplacement de richesses aussi inutile qu'injuste et arbitraire. On trouve l'argent comme la limite suprême de ces mouvements in-considérés, parce que l'argent, comme la marchandise la plus généralisée, se trouve demandé plus que toute autre, et par conséquent moins offert. Mais s'il n'y avait pas de métaux précieux, le même phénomène se reproduirait nécessairement pour les autres marchandises.

Tandis que chez les peuples où le commerce est peu développé, le crédit doit être fondé avant tout sur les produits du pays, afin d'activer autant que possible la circulation, dans les pays plus avancés dans la civilisation, après avoir épuisé presque toutes les combinaisons de crédit réel, on a voulu l'étendre au moyen des associations, nous voulons

parler des associations coopératives. Il est vrai qu'elles aussi tendent au crédit réel, parce qu'elles visent toujours à se procurer des capitaux; mais la base, ou, si l'on veut bien nous passer l'expression, les fonds des banques populaires, ce sont les hommes eux-mêmes. Des quotités insignifiantes, comme 70 ou 75 centimes par mois, peuvent former une somme considérable lorsqu'elles sont versées par de nombreux associés. Un petit capital sans cesse renouvelé peut suffire à une quantité de consommation énorme, parce qu'un débit certain lui est assuré d'avance. C'est ainsi qu'avec des sommes insignifiantes on a créé en Allemagne des banques populaires qui, d'après les calculs de M. Horn, disposent à présent d'un capital de 90 millions de francs. Avec ce capital on a pu faire, dans le cours d'une année, 270 millions d'avances. C'est ainsi que la *Société des Équitables Pionniers de Rochdale*, qui commença ses opérations en 1844 avec quelques centaines de francs, disposait en 1865 d'un capital de 1 million 390,000 francs.

Les institutions de crédit de toute espèce contribuent immensément à la production facile et à la meilleure distribution des richesses, parce qu'elles simplifient l'échange de produits superflus contre des produits plus utiles. Toute opération de crédit, comme toute opération d'échange, suppose une solidarité et une association économique plus ou moins intime. Chacun croit travailler pour soi, et cependant tous travaillent les uns pour les autres sans le savoir, et peut-être même sans le vouloir;

Dans les associations coopératives, au contraire, on s'aide parce qu'on le veut, et on rend l'entente plus raisonnée et plus intime.

Il y a encore, entre les deux espèces de solidarité, une différence quant à la garantie, qui, dans la première hypothèse, est toujours fournie par les produits. Lorsque le marchand fait escompter une lettre de change, il donne en effet un titre qui, de degré en degré, est appuyé sur une valeur effective et déterminée. Au contraire, dans les associations coopératives, ce qui constitue la base du crédit, c'est la garantie et la confiance personnelles.

Si les cent ouvriers qui s'associent pour former une banque voulaient tous obtenir des emprunts en même temps, le but de l'association serait nécessairement manqué. Le crédit des autres banques est fondé sur la quantité de réserves effectives qu'elles possèdent, et celui des banques populaires sur l'assurance mutuelle des travailleurs. Quoique chacun puisse devenir un emprunteur, plus il y aura d'associés, et plus la banque populaire sera puissante ; tandis que, dans les autres banques, c'est la quantité du capital en réserve qui fait leur force. Il en est de même dans les associations coopératives de consommation, car ce n'est pas le capital qui sert de fonds de réserve qui en fait la force, mais le capital très-considérable des achats journaliers des associés, qui est assuré d'avance au moyen d'un compromis entre les consommateurs.

Ce sont les mêmes principes qui régissent les sociétés coopératives de production. Lorsqu'on cultive

du coton en Amérique et qu'on forge des machines en Angleterre, le planteur américain et le fabricant anglais ne se soucient guère l'un de l'autre, et cependant ils sont nécessaires l'un à l'autre. Sans la machine qui le filera, le coton, cultivé sur une grande échelle, serait inutile, et sans celui-ci, la machine à filer n'aurait aucun but.

Le produit qui sera livré à la consommation est l'effet de leurs efforts combinés, mais leur volonté y est restée étrangère. Au contraire, lorsque des ouvriers s'associent pour travailler en commun à l'échange des produits, ils substituent l'échange des efforts dirigés par une entente commune. Aux efforts isolés en vue des produits succèdent les efforts combinés en vue des personnes ; le produit est le moyen, et la personne le but.

Les différentes formes d'association coopérative sont toujours une réalisation plus ou moins complète du crédit personnel, bien qu'elles s'exercent au moyen des produits réels. Cette distinction importante n'a pas été assez appréciée lorsqu'on a dit que le crédit personnel était celui qu'on faisait sur la confiance de la personne. Quand les intérêts restent entièrement séparés, apparemment on peut faire crédit sur la garantie personnelle ; mais, au fond, le prêteur a toujours en vue un objet réel qu'il suppose à l'emprunteur.

Le crédit qu'un usurier donne au fils de famille est essentiellement un crédit personnel au point de vue du droit civil, parce que le débiteur n'offre pas de garantie réelle sur ses biens, et s'il vient à mou-

rir sans avoir touché aucun héritage, l'obligation contractée n'aura aucune valeur. Mais cela n'a rien à faire avec le crédit personnel, au point de vue de la solidarité économique. Quant aux traces de crédit personnel, et même d'une coopération spontanée et gratuite des individus, on les trouve seulement dans les pays qui n'ont pas encore été aiguisés par la routine commerciale. C'est là peut-être qu'on trouve un échange de services, en vue de cette solidarité instinctive de la race humaine, qui remplace, et quelquefois avec avantage, les mécanismes compliqués de la civilisation.

Arrêtons-nous ici un instant pour contempler notre marche, puisque nous avons maintenant tous les éléments nécessaires pour résoudre le problème. L'argent est une marchandise privilégiée, parce qu'il est l'étalon unique du marché international, et c'est pour cela qu'il en est le régulateur suprême. La quantité du numéraire est donc une limite nécessaire pour toute opération de crédit qui s'étend à l'étranger. L'équilibre des besoins et des efforts constitue la loi suprême de la circulation. Les institutions de crédit se trouvent donc bornées, d'un côté, par l'infériorité des autres marchandises vis-à-vis de la monnaie, et de l'autre par la somme des efforts et des besoins actuels, qui, tout en étant capables d'un développement progressif, obéit toujours à la loi d'un développement graduel.

Donner aux autres valeurs à peu près la même puissance de représentation que la monnaie, équilibrer autant que possible l'échange des efforts et

des besoins, voilà le double but du crédit. Le crédit fondé par l'esprit du gain a multiplié la représentation des valeurs, autant qu'il était possible de le faire, sans sortir du cercle restreint de l'égoïsme individuel et national. Le crédit fondé sur la solidarité personnelle a engendré les associations coopératives, dont l'action salutaire et bienfaisante ne pourra atteindre son but, pour la même raison qui empêche toutes les autres institutions de crédit de prendre un plus large essor. Cette limite, pour les banques des États comme pour les associations coopératives, est le manque de solidarité internationale. Déclarons tout de suite que nous ne voulons pas toucher au problème de la solidarité internationale au point de vue politique, et que nous entendons parler exclusivement de la solidarité économique. Peut-être l'une apportera l'autre dans l'avenir; mais, pour le présent, ce serait un progrès immense de resserrer, avec l'unification des instruments d'échanges, les liens qui rendent les nations solidaires dans le développement des richesses.

IV

Nous avons dit que la puissance du crédit de chaque pays se trouvait limitée par la réserve métallique nécessaire à l'équilibre de la circulation. Il suffit d'une légère oscillation dans la balance des échanges pour produire une crise, qui a sa cause unique dans une gêne toute passagère qu'éprouve la circulation des valeurs internationales.

Si par exemple l'Angleterre dépense annuellement 100 millions pour des achats de blé, et que, par suite d'une mauvaise récolte, elle doive payer 150 millions la même quantité de blé, si elle n'a pas de capitaux disponibles, il lui faudra contracter une sorte d'emprunt à l'étranger pour les 50 millions qui lui manquent. Pour cette somme, elle donnera des lettres de change qui seront escomptées à un taux plus ou moins élevé, selon le cours des changes. Supposons que ce soit la France qui lui ait fourni ce blé, et que celle-ci ait besoin de l'argent pour payer à son tour le blé qu'elle aurait acheté en Russie pour ses départements du Midi ; supposons que des nations aussi riches que la France et l'Angleterre se trouvent avoir engagé tous leurs capitaux immenses dans des entreprises de tout genre, et qu'elles n'aient pas plus de 10 millions disponibles ; supposons de plus que le blé acheté en Russie par la France doive nécessairement être payé en espèces, parce que les paysans de la Crimée ne consomment aucun produit français ni anglais, il est évident que le blé étant indispensable, il faut absolument distraire de quelque autre entreprise les capitaux nécessaires à l'achat du blé. Le manque de capitaux dans une entreprise quelconque viendra faire échouer des attentes bien fondées d'ailleurs. Il y aura chômage, et des maisons considérables ne pourront satisfaire à leurs engagements et se verront forcées de suspendre les paiements. Ce phénomène se produira de proche en proche, et un grand désastre commercial

s'étendra à la fois sur deux des plus florissantes nations de l'Europe.

Maintenant, continuons l'hypothèse que nous avons posée. L'argent que la France aura été forcée de verser à Odessa aura servi aux Russes pour payer le prix des huiles, des vins et des oranges provenant de la Grèce ou de l'Italie. Ces deux pays, à leur tour, devront s'en servir pour payer des marchandises achetées en France ou en Angleterre. Cet argent, envoyé jusqu'en Crimée, est enfin destiné à revenir à Londres et à Paris. Si les commissions de la Grèce et de l'Italie sur Paris et Londres eussent été données en même temps que l'achat du blé avait lieu à Odessa, on aurait pu se procurer des lettres d'échanges sur cette place sans y envoyer de l'argent. Cependant il a suffi de quelques jours et du manque de quelques millions pour que la boule de neige se soit changée en avalanche, et qu'une oscillation passagère ait produit un désastre incalculable. Si, par une combinaison de crédit, on avait pu différer les paiements en espèces, ces paiements n'auraient pas été nécessaires, et partant, que de malheurs épargnés, que d'économies réalisées en même temps que la facilité dans les échanges se serait produite !

Il y a aussi une autre hypothèse qui peut produire des crises commerciales, et c'est lorsque la circulation effrénée crée des valeurs qui n'ont pas raison d'être. Mais cette hypothèse, qui semble différer de l'autre, dépend en réalité de la même cause. Ce sont les oscillations continuelles de

prix qui engendrent le monstre connu sous le nom d'*agiotage*; or, la variation excessive des prix, à part les causes naturelles qui peuvent influer sur la quantité de la production, est causée principalement par les entraves de la circulation. Si le mouvement des échanges pouvait s'accomplir avec plus de facilité et de régularité, l'*agiotage* diminuerait en proportion. Qu'est-ce, en effet, que l'*agiotage*, sinon la spéculation exercée sur la différence des marchés, non pas dans le but de les équilibrer, mais en les exagérant toujours pour se procurer des profits personnels?

C'est là un art spécial qui constitue la tactique des boursiers. Aujourd'hui on se bat à la Bourse plus volontiers qu'en rase campagne, et pour gagner de l'argent, toutes les ruses sont bonnes. D'une part, les anomalies de la circulation, avec le cortège des crises commerciales, des spéculations effrénées, des ruines subites, et la plaie des emprunts publics de l'autre, ont fait grandir la puissance et le monopole des banquiers.

Il est curieux d'observer que plus on a multiplié les banques et les institutions de crédit dans le but de répandre et d'augmenter les moyens de richesse au profit des petits capitalistes, et plus on a assujéti le commerce et le crédit à l'influence des grandes maisons de banque. C'est précisément où les institutions de crédit abondent qu'on trouve l'aristocratie financière plus puissante. Les institutions de crédit fondées sur la multiplication du capital existant ne profitent qu'aux possesseurs de

capital, avec cette différence cependant que les petits capitaux ne pouvant lutter sur un pied d'égalité avec les gros capitaux, ils ne peuvent pas réaliser en proportion les mêmes bénéfices. Si un marchand possède 10,000 francs, il lui sera difficile de se procurer une somme double ou triple de marchandises au moyen du crédit; mais si, au contraire, il en possède 100,000, il pourra les décupler aisément et ainsi de suite.

Cela arrive, parce que les nécessités du commerce en gros nécessitent souvent de grandes avances de marchandises pour prévenir les engouements dans la fabrication. Le fabricant qui a une petite quantité de produits à placer, ne se soucie guère de les débiter avec trop de précipitation. Le grand fabricant, au contraire, ayant des frais généraux immenses, doit quelquefois travailler même à perte. Il est obligé de débiter quand même pour ne pas arrêter la fabrication, car sans cela il marcherait à une ruine certaine.

C'est un fait généralement reconnu, et il est superflu d'y insister davantage.

Ouvrez tel livre d'économie politique qu'il vous plaira, et voyez quels sont les conseils que vous y trouverez concernant les crises commerciales. On y trouvera d'abord la recommandation d'être prudent et circonspect, c'est-à-dire de tenir compte, autant que possible, des besoins réels de la circulation. Jusque-là rien de plus juste; mais on verra bientôt suivre la recommandation d'avoir toujours à sa disposition une quantité considérable de numé-

raire pour faire face au danger, s'il venait jamais à se produire. Une réserve considérable de numéraire n'est autre chose que du travail inutile, des jouissances retirées du bien-être social et autant de dépenses faites en pure perte. L'argent est donc le pivot sur lequel on fait tourner tout le mouvement commercial. Ainsi, après deux siècles de progrès, le principe de l'école mercantile que l'argent est la véritable richesse, se retrouve en honneur plus que jamais. D'autres théoriciens plus hardis et dont nous avons déjà parlé, se montrent convaincus qu'on pourrait éviter les désastres en augmentant l'émission des billets de banque suivant le mouvement des affaires et sans la limiter en proportion des réserves métalliques.

Cette fausse opinion a pu se produire avec une certaine apparence de vérité, parce qu'il est arrivé à certains pays de s'enrichir malgré le cours forcé des billets de banque et la quantité énorme de papier-monnaie qui encombraient la circulation.

L'Angleterre, parexemple, s'est enrichie pendant les guerres de la République et de l'Empire français, et elle put soutenir la circulation de papier inconvertible pendant un quart de siècle. Mais on n'a pas réfléchi que cela fut possible parce qu'à cette époque le commerce de l'Angleterre avec le continent était presque nul. Les Anglais, pour se dédommager, étendirent énormément leur commerce colonial, pour lequel ils n'avaient pas besoin de monnaie métallique. Ils se procurèrent ainsi une compensation très utile sur la diminution du commerce continen-



tal. Les fabriques anglaises furent tout aussi occupées qu'auparavant, tandis que la suppression presque totale des importations favorisa l'épargne et le progrès de l'industrie nationale.

Dans les temps modernes le travail a acquis une telle puissance de production que l'épargne peut opérer des miracles inouis, lorsqu'on peut épargner sans arrêter l'essor de l'industrie. Ce fut précisément ce qui se passa en Angleterre au commencement du siècle. Durant la guerre et le blocus continental, le commerce maritime tomba exclusivement entre les mains des Anglais, et ils eurent un marché immense délivré de toute concurrence étrangère. La monnaie, ce régulateur de la balance des échanges internationaux, n'eut que très-peu d'influence sur le commerce anglais dans un moment où le commerce international était presque nul.

Du reste, personne n'a calculé combien l'Angleterre se serait enrichie davantage sans les emprunts, les guerres et le cours forcé du papier-monnaie.

Cet exemple confirme que l'émission des billets de banque se trouve toujours limitée par la quantité disponible des réserves métalliques, à moins que les échanges internationaux ne soient très-bornés et n'exercent qu'une faible influence sur la circulation du pays.

Après tout, les faits que nous venons de citer appartiennent à des époques exceptionnelles et supposent tôt ou tard le retour à l'état normal. Sur de



telles bases il est impossible d'établir des principes réglant la circulation dans l'état normal lui-même.

Les théoriciens de l'école de Birmingham, qui ne voudraient pas voir la création des valeurs fiduciaires limitée par la quantité des réserves métalliques, ne peuvent même pas tenter de justifier leur théorie sur l'appui de quelques faits extraordinaires. Ce qu'il y a de vrai dans leur théorie, c'est que la circulation des valeurs ne pourra pas avoir toute l'élasticité nécessaire pour se plier aux exigences des affaires, jusqu'à ce que l'étalon monétaire soit le régulateur suprême du marché.

De cette analyse il résulte que les théories opposées des écrivains qui se préoccupent seulement de l'élasticité de la circulation, et des autres qui veulent avant tout sauvegarder sa régularité, répondent à deux exigences très-légitimes mais exclusives. On doit chercher la conciliation de ce différend dans une formule et dans un fait supérieur, qui puissent harmoniser l'antinomie; le fait, c'est précisément l'unification du marché au moyen d'une banque internationale. Le moyen le plus efficace pour y parvenir, c'est d'établir entre les institutions de crédit des différents pays une entente commune pour étendre leurs opérations et se soutenir réciproquement.

Avec l'unification du crédit, la circulation des valeurs serait exposée à moins d'oscillations, et il faudrait moins d'argent pour solder les différences. D'autre part, le peu de différence et le peu de

variation des prix pourront détruire la cause même de l'agiotage.

Raisonnant sur ces données, nous croyons que les associations coopératives, quoique très-utiles, ne peuvent être le dernier mot de la question de crédit. Si on aime à considérer les associations coopératives comme des groupes d'élite destinés à combiner leurs efforts et à étendre leur sphère d'action jusqu'aux derniers degrés de l'échelle sociale, on appréciera plus leur portée sociale que l'influence qu'elles sont appelées à exercer dans l'ordre purement économique. A ce point de vue les associations coopératives doivent inspirer la plus vive sympathie; et nous les regardons comme un des moyens les plus puissants pour élever le niveau des classes laborieuses et substituer à l'organisation bureaucratique qui domine la société européenne la véritable représentation du peuple.

Cependant, au point de vue exclusivement économique, il nous semble qu'elles peuvent être très-utiles aux associés, mais sans aucune influence véritable sur l'amélioration économique de la société tout entière. En effet, de deux choses l'une, ou elles restent bornées à une sphère restreinte; et ne disposent que d'un petit capital, et alors leur action est à peu près insignifiante, ou elles parviennent à disposer d'un capital considérable et deviennent des associations puissantes, et alors elles ne sont ni plus ni moins que des maisons de banque avec un plus grand nombre d'associés. La source de leurs gains viendra toujours de la mul-

tiplicité des marchés et la différence entre le prix de revient et le prix de vente. Si, en effet, le sucre et le café que l'ouvrier achète chez l'épicier ne lui coûtent que les frais de production, augmentés du prix de transport et du salaire de l'épicier, les sociétés de consommation n'auraient pas raison d'exister. Si le travail de l'ouvrier était vendu sur le marché, à des conditions équitables, c'est-à-dire, s'il était évalué en proportion de la quantité de subsistances que l'ouvrier pourrait tirer de son travail, ayant égard à l'état de la production en général, il n'y aurait pas besoin des sociétés de production. Enfin, s'il s'établissait un équilibre dans les échanges, on tâcherait d'utiliser toute force productive pour le bien-être général, et le crédit mutuel ne serait plus nécessaire pour amener un changement profond et bienfaisant dans l'ordre économique.

Toutes les institutions de crédit et les associations existantes se ressentent du caractère industriel de notre époque et sont appelées à se modifier en conséquence.

Loin de nous les rêves d'une organisation économique fondée sur l'égalité des conditions sociales. Ce serait croire à l'immobilité du genre humain, car tant qu'il y aura des progrès il y aura des avancés et des attardés. Mais une transformation dans l'état économique des peuples européens se prépare et se prononce tous les jours davantage. Jusqu'à présent le mouvement a été exploité et dirigé par les grandes organisations gouverne-

mentales et financières. Mais le jour approche où l'accroissement merveilleux des richesses, dû au progrès de l'industrie, au lieu de servir à fabriquer de nouveaux engins de guerre, ou à assouvir la convoitise des agioteurs, retombera au profit de l'utilité générale.

En attendant, il est sage de profiter de tous les éléments de prospérité qu'on peut recueillir dans l'état social actuel, en cherchant à les faire servir à l'utilité générale autant que possible.

Sans esprit de prévention, il faut accepter la société telle qu'elle est; il faut tour à tour demander à la patience et au génie les moyens de l'améliorer; mais, avant tout, il faut diriger le progrès social vers un but pratique. Or, il nous semble que la tendance la plus marquée de notre époque soit d'obtenir, par tous les moyens, la facilité des échanges. Et dans cette tendance instinctive, la société moderne ne se trompe pas, car la liberté des échanges signifie le triomphe définitif du travail sur le privilège.

Déjà on travaille à jeter les bases de l'unification monétaire, ce qui profitera beaucoup au développement du crédit, et tout fait espérer qu'un fait si heureux pour les destinées futures de la civilisation ne tardera pas à s'accomplir.

Cependant, en général, on n'apprécie pas à sa juste valeur l'influence que le commerce international exerce de nos jours sur les progrès économiques des nations. On regarde toujours l'ancienne maxime que le commerce intérieur dépasse consi-

dérablement le commerce extérieur comme une règle infaillible; mais après les derniers progrès de l'industrie et les nouveaux traités internationaux il serait facile de la démentir.

Pour améliorer les conditions économiques d'un pays, aujourd'hui, il faut, avant tout, se préoccuper de l'état du commerce extérieur, car la production, et peut-être davantage la répartition des richesses sont réglées par la balance des échanges internationaux.

Plus la division du travail multiplie la production et plus on a besoin de débouchés et d'achats de matières premières à l'étranger. Pour remplir des opérations de commerce si compliquées, il faut une classe nombreuse d'intermédiaires. Parmi ces agents, les banquiers qui disposent de la marchandise privilégiée jouent le premier rôle. Un banquier qui peut disposer de beaucoup de capitaux et établir des comptoirs dans plusieurs Etats, avec le libre transport de ses effets et de ses valeurs de l'un à l'autre, représente une force internationale parfois plus puissante que celle d'un gouvernement. Quiconque a de l'argent peut l'importer et l'exporter à volonté, tandis que dans plusieurs Etats, il y a force propriétés foncières inaliénables, et avec toute certitude on peut affirmer que la moitié au moins des terres, en Europe, se trouvent hors du commerce. L'argent est le capital par excellence, parce que c'est le seul qui peut partout circuler, et la différence des marchés lui fournit des sources certaines de profit de préférence à tout autre.

En dehors de ses frontières, chaque Etat perd son influence. Au contraire, une grande maison de banque est cosmopolite; voilà pourquoi on peut dire sans crainte d'exagérer: que la puissance internationale qui a fait tour à tour la splendeur de la papauté au moyen âge et des Etats prépondérants, jusqu'au commencement de notre siècle, est passée aujourd'hui entre les mains des banquiers, et la finance est la véritable royauté de l'époque. Le droit privé, beaucoup plus développé que le droit public, garantit le respect de la personne et de la propriété de chaque particulier, tandis qu'il n'y a aucune garantie efficace pour le droit des Etats et des nations sans la force des baïonnettes. Qu'il nous soit permis de remarquer, à ce propos, que les relations entre l'économie politique et le droit, le droit international surtout, ont été peu étudiées et pourraient fournir ample sujet à un ouvrage fort intéressant et très-instructif. Le plan que nous nous sommes tracé ne nous permet pas d'entamer ce sujet; il nous suffit de constater que la différence des législations, surtout vis-à-vis de la propriété foncière, sont une des causes qui contribuent le plus à la dépréciation des autres valeurs par rapport à la monnaie métallique.

Les conditions sociales s'améliorent, mais en comparaison de la puissance que les difficultés de la circulation et les oscillations des marchés donnent aux banquiers, la distribution des richesses est toujours détournée de son cours naturel. La partie du travail n'est pas proportionnée à celle du ca-

pital, et le travail lui-même reçoit une fausse direction, car il ne suit pas la loi des besoins plus urgents à satisfaire, mais des profits plus considérables à réaliser.

Il ne suffit pas de dire que le libre échange tend à unifier le marché, quand cette liberté d'échange ne peut profiter qu'à quelques personnes privilégiées.

Ce résultat était inévitable, parce que, en élargissant le marché, sans faciliter et mettre à la portée de tous les travailleurs les instruments d'échange, la valeur monétaire domine plus que jamais le cours des autres marchandises.

La richesse des banquiers, qui sont les possesseurs les plus considérables du capital monétaire, augmente dans une proportion toujours plus grande que l'aisance des autres individus. Avec les associations de crédit fondées sur la possession du capital monétaire, pour réaliser des profits prélevés sur l'emploi du travail, ou sur l'avisement des autres valeurs, on ne fera que rendre la disproportion plus sensible.

On nuira tout au plus aux petits capitalistes, mais on ne fera que profiter aux intérêts des grands rois du commerce. La destruction des petits commerçants ne fera que rendre plus nécessaire l'organisation des grandes maisons de commerce, et par conséquent la puissance du capital se substituera partout au travail individuel. Ainsi, de plus en plus la division du travail dirigée par la spéculation, prendra la place de la division du travail fondée sur la nature même des choses.

Les véritables progrès économiques d'une nation consistent, sans doute, dans la plus grande quantité de produits qu'elle est à même d'échanger, et dans la plus grande quantité des jouissances qu'elle peut se procurer sans négliger l'épargne.

Rien de plus exact que la remarque des économistes, que ce sont les progrès de la production, et non pas l'abondance de métaux précieux qui constituent la véritable richesse d'un pays.

Le commerce se fait précisément entre produits et produits, mais il peut bien arriver que l'équivalent d'une marchandise qui a été exportée aujourd'hui, ne soit importé que dans six ou huit mois; ou il peut arriver qu'au lieu d'importer du pays auquel on a vendu, on ait besoin d'importer des pays tout à fait différents.

Pour éviter de solder les comptes à chaque instant, et d'avoir une grande quantité de numéraire disponible, les commerçants emploient des lettres de change, qui très-rarement sont compensées entre les premiers contractants. Le plus souvent, la lettre d'échange, pour fonctionner, doit être escomptée, et subir la double loi du cours actuel des valeurs monétaires et du bon plaisir du banquier qui se trouve avoir des fonds disponibles dans plusieurs pays.

Les inconvénients sont peu sensibles dans les grandes places de commerce où le grand nombre des intérêts et des opérations qui se croisent rend plus faciles les compensations et le taux de l'escompte très-modéré. Au contraire, ils sont très-sensibles dans les places de peu d'importance, où

quelques banquiers se partagent exclusivement l'escompte des valeurs internationales. De plus, l'isolement dans lequel sont laissées ces places d'un ordre inférieur, permet plus facilement aux banquiers des grands centres qui sont bien renseignés, de régler leurs opérations sur des données inconnues à tous les autres, et de faire des achats qui peuvent changer brusquement la situation du marché en général.

Enfin des banquiers disposant d'un petit capital qui ont envie d'étendre leurs opérations se prêtent avec facilité à escompter des lettres de change fictives ; ce qui est une des causes les plus immédiates des spéculations folles et des crises commerciales. Ainsi le commerce de banque devient le levier le plus puissant de l'agiotage, et je dirai même que sans l'agiotage il ne pourrait pas exister.

Dans les grands centres en bien des cas, le rôle des banquiers est tout à fait inutile, et il arrive souvent que tandis qu'on entre par une porte de la maison de banque pour escompter une lettre de change tirée de Vienne sur Paris, il est entré de l'autre porte un Autrichien qui est venu demander une lettre sur Vienne. Le banquier dans ce cas agit comme simple commissionnaire et reçoit deux primes en même temps, n'ayant pas tiré un écu de son coffre-fort. Une quantité considérable de richesses est ainsi détournée de sa pente naturelle et va enrichir le commerce de banque.

Pour simplifier ce mécanisme compliqué, le système de compensation introduit en Angleterre pour solder les comptes de négociants et connu

sous le nom de *clearing-house* est un précédent utile à étudier. Les commis des différentes maisons échangent les traites des maisons respectives en très-peu de temps, et avec une somme d'argent insignifiante on acquitte des créances, dont le total s'élève quelquefois à des centaines de millions. En généralisant l'institution des *clearing-house* sur le continent, on pourrait créer des *clearing-house* internationaux qui faciliteraient les échanges avec les pays étrangers, sans avoir besoin de recourir à tout moment à l'intervention des banquiers. Les différents porteurs de lettres de change seraient mis en présence sans aucun intermédiaire.

La publicité y gagnerait aussi et les cours des changes se régleraient avec plus de facilité et de régularité. Cependant la *clearing-house* serait bien peu de chose ; cette institution pourrait faciliter la circulation de lettres de change, mais les reports seraient impossibles et par conséquent on ne pourrait pas escompter les lettres à longue échéance ni celles qui ne trouveraient pas d'acheteurs pour le moment. Ce serait toujours un premier pas ; mais pour organiser le crédit international d'une façon plus étendue il faudrait établir des banques internationales.

V

C'est un principe incontestable dans toute combinaison de crédit personnel que deux personnes associées valent mieux qu'une seule, et toute com-

binaison de crédit réel repose sur l'axiome que plus la valeur du gage est considérable plus on inspire de confiance.

Appliquant ces principes au crédit des banques, il est évident qu'une banque fondée par le concours de plusieurs nations serait plus puissante qu'une banque fondée sur le crédit de chacune d'elles en particulier. S'il existait une banque qui pût émettre des billets reçus en France et en Angleterre, elle serait plus puissante que celles de ces deux nations isolées. Mais comment organiser une banque internationale ?

Jusqu'à présent les grandes institutions de banque reposent toujours sur une garantie implicite que leur donne la surveillance de l'État avec lequel elles sont en rapports plus ou moins intimes. Sans discuter ici le principe de la liberté des banques, il est évident que la Banque de France et d'Angleterre et presque toutes les institutions de crédit plus considérables partagent en quelque manière le crédit de l'État auquel elles appartiennent. L'émission des billets de banque dans les divers États de l'Europe est soumise à l'approbation gouvernementale ; de sorte que pour fonder une banque internationale, on doit avant tout compter sur le consentement préalable des gouvernements.

La première difficulté à surmonter serait donc d'en faire accepter l'idée par quelques gouvernements, parce que sans leur concours bienveillant il ne serait pas possible d'organiser des institutions

de crédit d'une portée si vaste. Il ne faut pas se faire illusion sur la gravité d'une telle difficulté, parce que, outre le mauvais vouloir de l'esprit routinier qui domine dans les administrations des États et fait repousser bien volontiers toute espèce d'innovation, dans ce cas, on aurait encore à vaincre les oppositions très-vives que les représentants des anciennes antipathies nationales ne manqueraient pas de soulever. Pour écarter cet obstacle d'un ordre tout à fait moral, il faudrait que des hommes compétents, inspirés par l'amour du bien et du progrès, qui jouissent d'une grande autorité dans les questions économiques, puissent donner une impulsion vigoureuse aux esprits dans cette voie. Contre une difficulté de telle sorte, tout argument est inutile, et il nous a suffi de l'avoir constatée ; mais il faut espérer que des efforts persévérants pourront en triompher, comme on a triomphé de tant d'autres entraves qui jadis séparaient les peuples.

Rien de plus facile au contraire que de se procurer les capitaux pour constituer le fonds de mise de la Banque internationale. Le meilleur système serait de fonder la Banque internationale par l'association des banques des différents États, et les fonds de mise qui du reste devraient être peu considérables seraient fournis par les banques associées. Les Banques associées à leur tour pourraient s'indemniser du capital versé par l'émission d'une nouvelle série d'actions.

Les rapports très-intimes qui lient les banques des principaux États d'Europe avec les gouverne-

ments respectifs ne seraient pas un obstacle pour l'organisation de la Banque internationale.

La surveillance officielle qui est une garantie pour les esprits timides et en même temps un contrôle bienfaisant, pourrait s'étendre à une banque internationale, en la confiant à une commission nommée par les différents gouvernements.

Nous avons choisi cette combinaison parce qu'elle nous semble la plus facile, et elle présente les deux grands avantages d'assurer à la Banque internationale une base très-solide et d'en faire un mécanisme d'échange peu coûteux, qui en bien des cas pourrait fonctionner gratuitement. Mais rien n'empêche qu'en attendant qu'une telle combinaison se réalise on ne puisse fonder une banque internationale avec des capitaux privés. Cette banque aussi pourrait établir des sièges en plusieurs États, et elle pourrait à peu près accomplir les mêmes opérations dont nous allons parler dans la suite. Seulement, puisqu'elle coûterait plus de frais d'entretien, et, pour s'indemniser, devrait procurer des bénéfices aux capitaux engagés, elle ne pourrait pas fonctionner avec la même facilité et rendre autant de services au commerce qu'une banque qui serait l'émanation des plus puissants établissements de crédit.

Examinons à présent quelles pourraient être les opérations d'une banque internationale et qui demeurent interdites aux banques particulières.

On sait que les banques actuelles escomptent les lettres de change tirées pour l'intérieur du

pays, aussi bien que celles destinées au commerce extérieur. Tout dépend de la confiance que peut inspirer la signature du commerçant. Mais il est facile d'apercevoir qu'il y a une limite frappant de mort le crédit en France ou en Angleterre, ou dans tout autre pays, et qui n'existerait pas pour les banques internationales. Lorsque la Banque d'Angleterre fait des escomptes pour secourir le commerce de son pays, elle doit proportionner ses opérations aux réserves métalliques dont elle dispose et aux besoins de la circulation en Angleterre. Une banque qui pourrait émettre des billets pour la France, l'Angleterre et l'Allemagne pourrait compter sur les réserves métalliques de ces pays réunis, et il serait presque impossible que, dans tous ces différents pays, les conditions du commerce fussent également désastreuses. Ce serait une assurance mutuelle, qui empêcherait même les désastres de se produire. En outre, plus la circulation des effets de crédit étend son cercle et gagne en liberté, et moins il y a besoin de réserves métalliques, parce que, plus les produits peuvent être échangés directement contre d'autres produits, moins la réserve monétaire devient nécessaire. Enfin, plus les produits d'un pays pourront arriver directement aux consommateurs d'un autre pays, moins il y aura d'engouement de valeurs et de crises commerciales, et, par conséquent, moins il y aura d'accidents imprévus pour déprécier les billets.

Que le cercle vienne à s'étendre jusqu'à em-

brasser tout le mouvement commercial, et le papier-monnaie pourra être tout aussi bon que l'or et l'argent, parce qu'il ne serait fondé ni sur la confiance que peut inspirer un gouvernement, ni sur la réalisation d'hypothèses incertaines, mais bien sur l'échange effectif et réel des marchandises. La banque internationale pourrait donc escompter beaucoup plus d'effets de crédit, en proportion de son capital effectif, que toute autre banque de crédit. D'autre part, ses billets, reçus dans plusieurs pays, seraient autant de lettres de change, ce qui diminuerait considérablement le transport effectif des espèces métalliques. Comme on le voit, le rôle de la banque internationale serait très-important, et diffère beaucoup de celui des autres banques.

Cependant, il ne faut pas se dissimuler que le véritable côté pratique de la question consiste à déterminer comment une banque internationale pourrait limiter sa sphère d'action pour ménager les habitudes et les intérêts existants, et comment la transformation qui se produirait tôt ou tard dans les autres institutions de crédit pourrait s'accomplir sans secousse violente. Pour résoudre cette difficulté, on pourrait, au commencement, limiter les opérations de la banque internationale à recevoir le dépôt des espèces et à émettre des billets internationaux qui seraient acceptés et payés à vue par les banques associées. Naturellement, la banque internationale, pour s'acquitter de ses dettes envers la banque qui aurait payé ses



billets au porteur, pourrait acheter des lettres de change pour le pays qui se trouverait créancier, et, lorsque ce moyen ne serait pas praticable, elle pourrait rembourser la banque qui aurait fait l'avance avec l'envoi des espèces métalliques.

Il est évident qu'avec des opérations semblables il n'y aurait rien à craindre pour le crédit de la banque internationale; mais on peut justement faire observer qu'il ne vaut pas la peine de bâtir un échafaudage si grandiose pour obtenir des résultats si mesquins. On dira que le crédit d'une telle banque sera toujours fondé sur la quantité d'espèces monnayées, et elle ne pourra pas se prêter aux exigences du commerce. Cependant il n'en est pas ainsi, et, pour peu qu'on veuille examiner avec quelque attention le fait bien simple de la création des billets internationaux, il sera facile de se convaincre du contraire.

Avec l'argent qui entre dans les coffres de la banque, à l'émission de chaque billet, on pourrait acheter des lettres de change pour indemniser les banques qui doivent payer les billets. Cet achat de lettres de change, avec de l'argent qui n'aurait rien coûté, équivaldrait à un véritable escompte, procurant une source de bénéfices pour la banque et un grand soulagement pour le commerce. En effet, pour accomplir avec avantage cette opération, il faudrait supposer qu'on pût acheter les lettres de change au-dessous du pair. Il est donc évident que la banque, après avoir facilité par l'émission des billets l'équilibre



des échanges, y contribuerait de nouveau avec l'achat des lettres lorsque la circulation serait trop surchargée de papier. Rien de plus simple et de plus facile que cette opération, dont le mécanisme repose sur le principe bien connu que tous les échanges tendent à la longue à se balancer. Ainsi, on parviendrait à diminuer les oscillations trop brusques, au moyen d'une espèce de compensation anticipée qui s'effectuerait par l'intervention de la banque.

Naturellement, par suite de cette intervention presque gratuite, le cours des changes serait mieux en équilibre, les différences entre place et place moins sensibles, et le taux des escomptes en général plus modéré.

A cet avantage, il faut en ajouter un autre encore plus important, celui de faciliter la circulation et le change des espèces monnayées. Les billets qu'on recevrait à Paris, et payables en francs, seraient remboursés à Londres en livres sterling et à Berlin en thalers. Ces billets seraient de véritables lettres de change gratuites pour le transport des valeurs de place à place. Et, comme ils auraient cours dans divers pays et seraient acceptés par plusieurs banques à la fois, ils seraient reçus dans la circulation mieux que l'or et l'argent, de sorte que le transport d'espèces à l'étranger se ferait seulement lorsque la nécessité l'exigerait, et toute oscillation factice serait détruite à jamais.

Les avantages qu'on a toujours obtenus avec

la simplification des instruments d'échange, c'est-à-dire une épargne considérable d'efforts, une augmentation du capital en circulation, enfin une plus grande quantité de métaux précieux disponible, soit pour le commerce lointain, soit pour les usages de l'industrie, seraient singulièrement développés par la création d'une banque internationale.

Par exemple, cette somme de numéraire qui accompagne les voyageurs à l'étranger, suppléée par les billets et concentrée dans les caisses de la Banque, pourrait être employée à l'amélioration de la circulation des effets commerciaux, comme on l'a vu plus haut. On utiliserait ainsi une valeur jusqu'à présent stérile.

Cependant, on peut encore élever à ce sujet deux objections qu'il est indispensable d'éliminer. On peut dire, puisque chaque État a son type monétaire, auquel donnera-t-on la préférence pour régler le cours et le paiement des billets? Le change entre les monnaies de différents États varie toujours, comment fera-t-on pour rembourser exactement en monnaie française des billets qui ont été émis à Saint-Petersbourg contre des roubles, si, dans l'intervalle qui passe entre l'émission et le remboursement des billets, le cours du change a varié? Cette objection, spécieuse en apparence, est d'une solution très-facile; car les oscillations du change des monnaies sont peu considérables. La banque pourrait fixer d'avance le rapport de différentes monnaies avec des tarifs

réglés sur le dernier cours du change, qu'on renouvellerait tous les trois ou tous les six mois.

Il y a même à ce propos un précédent historique très-utile à rappeler. On sait que la Banque d'Amsterdam fut instituée pour faciliter la circulation des monnaies. Des monnaies de toute sorte et de tous les pays circulaient confusément sur les places de commerce, car il n'existait pas même un type uniforme pour les monnaies de chaque État. À côté des monnaies royales, il y avait des monnaies des seigneurs féodaux, et souvent des monnaies du même souverain ne contenant pas la même quantité de métal fin, parce que, suivant la détresse du Trésor, on altérait le poids et le titre des signes monétaires. Pour faciliter les opérations du commerce, la Banque d'Amsterdam introduisit la monnaie, dite de compte; c'était un mandat sur la banque qui correspondait à une quantité déterminée d'argent fin et qu'on appelait les marcs d'argent. Qui recevait en paiement cette monnaie était sûr de recevoir un poids garanti de métal précieux, lequel correspondait en même temps à une quantité plus ou moins grande des monnaies des différents États, selon la quantité de métal fin qu'elles contenaient. Comme on voit par cet exemple, les billets de la banque internationale pourraient très-bien fonctionner comme monnaie de compte et suppléer au manque d'unité monétaire.

L'autre objection consiste en ceci. On peut dire : Si le cours des changes est favorable à un pays,

personne n'ira demander des billets à la banque, et on préférera acheter des lettres pour l'étranger pour réaliser des bénéfices. Si au contraire le change est défavorable, tout le monde ira déposer son argent à la banque, et celle-ci devra faire à ses frais et risques le transport des espèces sans y gagner. Premièrement, on peut répondre que la banque internationale, telle que nous la proposons, ne devrait pas avoir pour but la spéculation, et si elle pouvait rendre de grands services au commerce, même en supportant des frais, peu considérables du reste, son utilité serait parfaitement justifiée. Donner aux effets de crédit la même authenticité et la même universalité de circulation dont jouit la monnaie, voilà le but que nous avons dit qu'il faudrait atteindre avec la banque internationale.

Mais, même en voulant se préoccuper exclusivement des intérêts particuliers de la banque, il est facile de résoudre l'objection. Tout pays et toute place de commerce sont en relation avec plusieurs pays et plusieurs places à la fois, et il est bien difficile que les changes puissent être favorables ou défavorables avec tous les pays en même temps. Or, la banque pourrait toujours employer son argent à acheter des lettres au pair, si elle avait à solder ses comptes avec un pays où le cours des changes serait défavorable. Imaginons, par exemple, qu'à Francfort soit favorable le change sur Londres et défavorable le change sur Paris. Il arrivera que, tandis que l'argent

affluera à la banque pour demander des billets payables à Londres, les lettres de change sur Paris seront très-offertes. Or, si la Banque de Francfort devait faire des remises sur Paris, elle pourrait très-bien profiter de l'occasion favorable, car la banque, à la différence de simples banquiers, pourrait solder ses comptes à longue échéance, quand il n'y aurait pas nécessité d'agir autrement. Outre cela, il est évident que les banquiers particuliers étant obligés de payer un droit de commission pour toute opération de change, lorsque la différence serait insignifiante, ils ne pourraient pas en profiter, tandis que la banque, n'ayant à payer aucune commission, pourrait s'avantager du plus petit bénéfice, ce qui ferait une somme assez ronde pour l'indemniser de toute dépense.

Le crédit des banques associées gagnerait beaucoup avec la fondation d'une banque internationale, parce qu'elle leur fournirait un excellent moyen pour accroître la circulation de leur papier sans entamer leur réserve. En effet, lorsqu'on apporterait des billets internationaux à une des banques associées, elle pourrait les payer avec ses propres billets, tandis qu'elle disposerait d'une somme effective en espèces qui aurait été déposée à la banque internationale.

Il est vrai que nous avons dit que les fonds de la banque internationale pourraient être destinés à l'achat de lettres de change pour solder les comptes de la banque internationale envers les autres banques. Mais il va sans dire que ces lettres

devraient toujours représenter des valeurs d'une liquidation immédiate, et, le plus souvent, des valeurs dont lesdites banques seraient débitrices envers les tireurs des lettres, de sorte que les billets internationaux équivaldraient toujours à une somme effective en numéraire. Par exemple, une maison de Hambourg, qui se trouverait avoir déposé des fonds à la Banque de France, pourrait avoir besoin de son argent au moment où le numéraire serait très-recherché sur la place. Au lieu de payer un fort escompte ou de s'exposer au risque du transport, si la banque internationale devait faire des remises sur Paris, elle accepterait volontiers, en se contentant d'un petit bénéfice, le mandat de la maison hambourgeoise sur la Banque de France.

Il est donc évident que dans toutes les hypothèses les banques locales y gagneraient à recevoir les billets internationaux. D'un autre côté, ces billets, en augmentant la circulation des effets fiduciaires, seraient en même temps un pas accompli dans la substitution de la monnaie de papier aux espèces métalliques.

Nous avons dit que la banque internationale devrait s'abstenir d'accorder son crédit aux escomptes. En effet, si la banque internationale pouvait émettre des billets pour escompter des effets de crédit, elle devrait entamer ses dépôts, et alors elle ne serait plus à même de solder promptement le compte des autres banques qui auraient payé les billets; de sorte que si quelque banque se trouvait

avoir fait des avances considérables et ne pouvait pas être remboursée dans un bref délai, elle compromettrait son crédit. Il faut, au contraire, laisser intacts, autant que possible, les intérêts des différentes banques entre elles. C'est là une condition indispensable pour l'organisation de la banque internationale dans les présentes conditions sociales.

Les escomptes, multipliant l'émission des billets de banque, provoqueraient des demandes de remboursements plus fréquentes, qui, dans des circonstances difficiles, pourraient contribuer à mettre les banques associées dans un embarras sérieux. Au contraire, des billets qui reposeraient sur une réserve effective seraient toujours limités, et tellement demandés dans la circulation, que peut-être ils ne seraient jamais présentés aux banques associées, ou ils ne le seraient qu'en quantité trop petite pour troubler le cours régulier de leurs affaires particulières.

La situation des banques associées ne subirait pas la moindre atteinte. Elles continueraient leurs opérations sans aucun changement, de sorte qu'elles pourraient à leur tour se servir des billets internationaux, soit pour les donner à leurs créanciers qui en feraient la demande, soit pour solder les opérations qu'elles auraient entreprises à l'étranger, un achat de lingots par exemple. En tous cas, les banques associées feraient appel aux réserves de la banque internationale pour être remboursées de leurs avances.

Procédant de la sorte à la fondation d'une banque internationale, il me semble que les esprits pratiques qui s'épouvantent de toute nouveauté n'auraient aucun motif de s'alarmer, puisque les institutions existantes resteraient telles qu'elles sont à présent.

Sans rien ôter à personne et sans rien hasarder, la création d'un signe représentatif des valeurs internationales faciliterait immensément la circulation et rendrait disponible une somme d'argent considérable, qu'on pourrait employer d'une manière plus utile. Voilà ce que tout homme pratique ne pourra jamais contester. Aux théoriciens et aux rêveurs de l'avenir, on peut dire qu'il suffit de réaliser, seulement en partie, une idée féconde pour que l'avenir accomplisse le reste. En effet, de même que la tendance de toute banque de dépôts est de se transformer en banque de circulation, de même la banque internationale tendra au même but.

A mesure que les intérêts des peuples seront devenus plus solidaires, que la paix sera devenue l'état normal de l'humanité et la guerre une aberration plus rare, l'échange des valeurs deviendra plus régulier, et par conséquent l'extension du crédit sera assurée d'avance. Une unification progressive des législations, des mœurs et des habitudes des peuples européens, pourrait rendre moins sensibles les divergences nationales, et peu à peu les banques des différents États pourraient devenir autant de succursales d'une seule et même banque. Qu'on adopte d'ailleurs le principe de la

liberté ou de l'unité des banques, lorsqu'il y aurait une institution centrale de crédit, régulatrice suprême qui serait en dehors de tout monopole et de tout intérêt particulier, la balance des échanges s'approcherait autant que possible de la perfection de l'équilibre, c'est-à-dire que chaque produit serait acheté selon la loi du coût de production. La quantité et la qualité du travail employés dans la production seraient les seuls facteurs de la proportion des valeurs. Il y aurait toujours dans le monde des inégalités de fortune, mais d'abord elles seraient moins sensibles, et en tout cas elles seraient les seules légitimes, parce qu'elles seraient fondées sur l'inégalité des facultés naturelles.

Un des moyens les plus immédiats et les plus efficaces pour arriver à ce résultat, c'est précisément l'organisation du crédit international parce qu'il n'y en a pas d'autre semblable qui puisse agir avec autant d'énergie et de promptitude sur la répartition des richesses. Sans une distribution plus efficace des richesses, la production sera toujours détournée de son chemin naturel pour satisfaire aux demandes, souvent capricieuses, d'un luxe effréné.

Puisque nous avons parlé souvent des effets fâcheux que le luxe peut exercer sur la production, avant de finir, il nous faut donner quelques explications sur le sens que nous entendons attacher au mot *luxe*. Pour nous, le luxe ne consiste pas dans l'emploi d'une quantité de richesses pour créer des satisfactions qui ne sont pas absolument

nécessaires au bonheur et au bien-être de l'existence humaine. Ce serait reproduire de grossières erreurs dont le peu de vérité qui s'y trouve encore mêlé n'a pas même le mérite d'actualité. Par le mot *luxe*, nous entendons désigner, toute dépense et tout travail employés à satisfaire des besoins moins urgents et moins nécessaires que certains autres qui ont été négligés. A ce point de vue, une armée nombreuse, qui n'est pas indispensable au maintien de l'indépendance d'un pays est un luxe. On peut en dire autant d'un port de mer et d'un chemin de fer qui ne sont pas en rapport avec les ressources d'un pays. En un mot il n'y a pas de choses qui, dans certaines circonstances spéciales ne puissent devenir un objet de luxe, jusqu'à ce pain de l'intelligence, qui est l'instruction, lorsqu'on voudrait la donner à des populations grossières et affamées au lieu de leur procurer des moyens d'existence.

On peut voir une application frappante de ces principes dans l'exemple de deux États de premier ordre, mais d'un caractère national tout à fait différent : les États-Unis d'Amérique et l'Italie.

On s'étonne de la puissance économique des États-Unis et de la débâcle financière qui menace l'Italie, et cependant rien n'est plus facile à expliquer. Les États-Unis ayant presque la même recette annuelle que la France ou l'Angleterre, n'ont, en temps de paix, qu'une armée de 50,000 hommes et toute cette machine compliquée et dispendieuse qu'on appelle en France l'*administration* et qui

sous le nom de bureaucratie, pèse lourdement sur l'Europe, est tout à fait inconnue en Amérique. Les constructions magnifiques des chemins de fer, des villes nouvelles et de tant d'entreprises industrielles sont réglées sur le développement progressif de la population et des capitaux. Enfin, l'Américain dépense beaucoup pour être bien nourri, bien chauffé et bien habillé, mais il n'aime pas à se donner ce luxe effréné consistant en un personnel nombreux de domestiques inutiles, en appartements somptueux, et en toute sorte de vaines apparences.

Cette sage conduite fait servir la consommation à un emploi productif, c'est-à-dire au maintien d'une population saine et vigoureuse.

En Italie, au contraire, les habitudes et les souvenirs d'une ancienne grandeur, ont imprimé au caractère national une tendance assez marquée à préférer le luxe et le faste à l'aisance et au confortable, il n'est pas difficile d'y voir des jeunes gens d'une mise très-recherchée, mais mal nourris. Cette tendance qui, chez les particuliers, a toujours été modérée par les conditions de leur fortune, n'a pas connu de frein chez les gouvernements qui croyaient disposer en maîtres des biens de leurs sujets, et elle a encore été exagérée davantage par l'inexpérience des hommes d'État, parvenus au pouvoir depuis la formation du nouveau royaume. A part les exigences d'une situation exceptionnelle dont il faut tenir compte, de l'entretien d'une armée nombreuse, mais nécessaire pour achever

d'établir l'indépendance nationale, de l'entreprise de travaux publics dictés souvent par des raisons politiques, mais disproportionnés aux ressources du pays, il est incontestable que les financiers de l'Italie ont voulu agir en grands seigneurs, et cela, quand même, sans en avoir les moyens. On dépensait par exemple un million de francs pour envoyer une ambassade d'apparat en Perse, tandis qu'on négociait des emprunts ruineux. On ne pourrait calculer les effets fâcheux qu'une organisation sociale vicieuse et fondée sur le luxe exerce sur l'essor de la production.

Le chiffre représenté par les impôts et par les frais d'administration est bien insignifiant en comparaison de la somme même de travail employée d'une manière improductive. Par exemple, rien qu'une bagatelle, les métaux précieux et les pierres qu'on emploie à la fabrication des décorations de divers ordres de chevalerie.

On a créé, en Italie, depuis 1860, environ dix mille chevaliers de Saint-Maurice et autres ordres. En estimant la moyenne à 100 fr. le prix de chaque décoration, il est aisé de voir qu'on a retiré un million d'espèces précieuses de la circulation, et, en Amérique, cette somme, laissée dans la circulation, aurait doublé en sept ans!

Je ne veux pas parler des institutions au point de vue politique qui, souvent, peuvent s'imposer en dehors de toute raison économique par des considérations d'un ordre supérieur. Je dis seulement qu'au point de vue économique bien des choses, en

apparence peu importantes, peuvent produire des résultats incalculables. Si l'on étudiait la question du luxe, au point de vue de la quantité du travail mal employé, on verrait que le moyen âge, par exemple, a pu avoir plus de luxe que l'époque moderne, et on trouverait que le développement des richesses a été retardé en proportion.

Maintenant que le progrès des notions de droit ne reconnaît plus la force brutale comme un titre légitime d'acquisition, c'est l'équilibre des échanges qui peut amener une meilleure distribution des richesses et utiliser, pour le bien-être général, une quantité considérable de travail gaspillé sans aucun but. Dans cette hypothèse, les beaux-arts et tous les travaux délicats qui attestent une civilisation raffinée, bien loin de s'effacer pour faire place à une besogne plus grossière, seraient, au contraire, élevés au plus haut point de perfection. Car, au lieu de s'épuiser à produire une quantité considérable de riens que l'industrie a mis en vogue pour satisfaire la vanité des gros bourgeois, l'inspiration et l'art seraient employés à créer des monuments et des chefs-d'œuvre pour perpétuer la mémoire des grands faits et des grands hommes. La simplicité, la propreté, l'économie, le confort dans les maisons privées, l'éclat, la magnificence, le grandiose dans les monuments publics à l'usage de tous pour élever l'âme du peuple tout entier au culte du beau, voilà l'avenir de l'art, voilà le luxe vraiment profitable.

Mais pour en revenir à notre argument, le crédit international, à part l'influence qu'il pourra exer-

cer sur la constitution de nouveaux rapports sociaux, qui semblent destinés à renouveler l'organisation intérieure des États et resserrer les peuples de l'Europe dans les liens d'une vaste fédération, fournit encore la seule base acceptable pour la substitution graduelle du papier de crédit à la monnaie, c'est-à-dire pour le troc direct des marchandises au moyen d'un chiffre indicateur porté sur le papier.

En effet, si les banques des différents pays étaient coordonnées par un régulateur suprême qui diminuerait les oscillations du marché, la circulation ne flotterait plus dans l'arbitraire et serait réglée avec une certaine constance, qui permettrait à chaque banque d'augmenter ses escomptes sans accroître ses réserves monétaires en proportion correspondante. En développant, avec le temps, le principe du crédit international, on pourrait opérer une véritable transformation de toutes les institutions de crédit. Une ligne intime et une organisation commune mettant en rapport les banques plus importantes et les réunissant en un seul faisceau, pourrait donner aux billets de crédit devenus des valeurs internationales et acceptées partout, la même garantie intrinsèque que celle représentée par la monnaie métallique elle-même.

Le monopole exercé par la monnaie pourrait peu à peu être borné au seul commerce avec les nations de l'extrême Orient et, dans une époque reculée, disparaître entièrement. Les propriétés foncières, aussi bien que le simple travail de l'homme, pourraient devenir l'objet des plus vastes

combinaisons de crédit. De cette manière les banques des divers États pourraient se transformer graduellement en banques de circulation, ayant pour réserves toutes espèces de valeurs réelles, parce que leurs billets, acceptés partout et dûment garantis, seraient aussi bons que l'argent comptant.

Certainement les banques dans leurs opérations devraient procéder avec la même réserve et la même circonspection qu'à présent pour régler l'émission sur les besoins effectifs de la circulation. Mais cette circulation elle-même serait déterminée par la quantité des produits existants et des besoins à satisfaire.

Les métaux précieux seraient toujours une marchandise très-importante, mais comme instrument d'échange leur influence serait tout à fait nulle. Enfin la liberté des échanges succédant aux entraves et aux monopoles, la production des richesses deviendrait plus facile et la répartition en serait mieux proportionnée à la capacité des travailleurs. La liberté des échanges et la facilité de faire valoir le travail sans être asservi aux dominations de toute sorte, sans être voué dès la naissance à s'exproprier de son énergie individuelle à l'avantage des faiseurs des grandes entreprises, voilà ce qui peut résoudre les problèmes qui depuis cinquante ans agitent la société européenne.

Partout la société naturelle est dissoute, les liens de famille sont relâchés, si on excepte les pays où la civilisation moderne a fait peu de progrès : l'agencement spontané des forces sociales est faussé par

la centralisation qui domine l'organisation industrielle aussi bien que l'organisation politique. Un retour au passé est impossible, et la société moderne ne peut pas rétrograder, mais pour sortir de cet état de lutte et d'incertitude qui la dévore, pour combler ce vide de moralité, qui pèse comme une dérision et une menace sur tous ses progrès, elle doit affirmer la liberté dans toutes ses formes. Avec la liberté complète des échanges, les spéculations hasardées et les fortunes rapides sont impossibles, et *l'auri sacra fames* signalée par l'ancien poète doit s'éteindre faute d'aliment. Et alors la société raffermie par les deux principes de la dignité personnelle et de l'amour envers son semblable, reconnaîtra qu'il y a des devoirs supérieurs qui doivent être préférés aux jouissances momentanées, et sera plus heureuse et moins remuante, plus religieuse et moins sceptique, marchera plus et se fatiguera moins. Du reste, la liberté des échanges n'est elle-même qu'une manière de réaliser la liberté individuelle à laquelle l'homme aspire toujours, sans pouvoir jamais l'atteindre complètement. C'est peut-être un idéal encore trop éloigné de nous ! Mais c'est une étoile brillante qui guide l'humanité dans sa route et qui l'encourage de ses rayons bienfaisants à poursuivre son chemin.

Mais sans viser si haut et sans vouloir définir d'avance le caractère du progrès futur du genre humain, il nous semble que la création d'un instrument d'échange plus commode soit désirable à bien d'égards. La banque internationale, c'est une idée bien modeste et d'une réalisation facile,



même dans les conditions actuelles des États européens; en tous cas elle remplirait l'office d'une *clearing house* internationale.

La fondation d'entrepôts internationaux avec des chèques et des mandats qui pourraient être échangés contre des billets internationaux, tenant toujours compte de la différence des prix, pourrait ajouter beaucoup au développement des banques internationales.

Enfin, il y a nombre de moyens pour organiser et développer le crédit international; ce sont des questions spéciales qu'il est mieux d'abandonner à la réflexion des hommes qui peuvent exercer une certaine influence sur la marche des affaires publiques dans les différents États. Que les esprits se familiarisent seulement avec l'idée de la solidarité économique entre les peuples, qu'on commence par réaliser de la manière la plus élémentaire l'idée d'une banque internationale, et on aura accompli un progrès immense. C'est ainsi qu'en acceptant et en fécondant toutes les institutions existantes et en les faisant concourir à un but commun, on pourrait parvenir plus facilement à l'amélioration du bien-être général.

Il est heureux que le dernier mot de la science économique soit celui-ci : les peuples pour s'enrichir doivent s'aider les uns les autres. Il est consolant que de quelque côté qu'on étudie le problème de l'homme individuel, on ne peut pas le séparer de celui de l'humanité tout entière. La société humaine et sa solidarité se réalisent graduellement dans la famille, dans la tribu, dans la cité,

dans la nation, mais comme l'homme est son point de départ, l'homme est aussi son point d'arrivée. On peut se faire la guerre, on peut se déchirer, mais de temps à autre on sent le besoin de se donner le baiser de paix et de se proclamer frères. Heureuses les générations futures qui, mieux éclairées par la science, pourront comprendre que les iniquités sociales ne peuvent profiter à personne. Car si dans les époques d'ignorance même, les idées étroites et égoïstes ont formé des héros par la bonne foi qui les inspirait, dans les temps de civilisation éclairée elles ne peuvent enfanter que des hommes dégradés.

Lorsque tout individu pourra être sûr que son travail sera payé à sa juste valeur, sans être exploité par les combinaisons des financiers et des agioteurs, ou écrasé et asservi sous le poids des entraves entassées par la bureaucratie gouvernementale, ou le fanatisme religieux, on n'aura tout au plus qu'à se plaindre de la faiblesse de la nature humaine et non pas des injustices sociales.

Si la destinée de l'homme est vouée à jamais au malheur, la communication des idées et des efforts dans un même but ne serait-elle pas le moyen le plus puissant pour en atténuer les effets? N'en serait-elle pas en même temps la consolation la plus bienfaisante?

Mais qui pourrait dire de quels prodiges l'humanité serait capable, si les hommes, au lieu de se tracasser les uns les autres, se donnaient cordialement la main?

L'économie politique, tout aussi bien que le droit,

la religion et la philosophie est fondée sur la fraternité. Il y a bien des financiers aux vues courtes comme il y a des théologiens fanatiques, des avocats tracassiers et des philosophes sophistes, mais la véritable science consiste à ne s'inspirer que des besoins de l'humanité. Certes, on ne doit jamais négliger l'expérience de la vie réelle et se fermer volontairement les yeux pour ne pas regarder les plaies qui tourmentent le corps social et les couvrir de fleurs pour en dissimuler la laideur ; c'est pour cela qu'il faut accepter les problèmes tels qu'ils se présentent, accepter l'héritage du passé, les nécessités du présent, et il est absurde de prétendre à réorganiser le monde d'un coup de baguette magique ou à l'aide d'une théorie quelconque.

Mais ce que l'individu ne peut qu'ébaucher, l'humanité l'accomplira. Avec une conviction profonde, on peut dire aux hommes de bonne volonté : travaillez, travaillez sans cesse, travaillez pour le bien, pour le vrai, pour le juste, travaillez pour soulager votre âme accablée par l'injustice, pour épancher vos douleurs et exprimer vos espérances, et laissez faire, laissez passer. Oui, laissez faire, laissez passer le char de l'humanité qui avance toujours, que personne ne peut arrêter dans sa marche fatale et progressive.

Jur. V 323

FINANZE

E

CREDITO PUBBLICO